

Observatoire statistique de l'Ile-de-France

Au fil des formalités réalisées par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, ainsi que dans le cadre de ses missions complémentaires (lutte contre le travail illégal, politique d'allègement et d'exonérations sociales etc.), l'Urssaf Ile-de-France collecte des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail en Île-de-France.

Ces informations chiffrées sont mises à disposition des acteurs socio-économiques pour une prise de décision éclairée : préfetures, conseil régional, conseils départementaux, chambres de commerce et d'industrie, mairies, Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de Sécurité sociale (MNC)...

L'Urssaf Île-de-France met également son expertise au service de l'Acoss, la Caisse nationale des Urssaf, qui centralise les informations du réseau des Urssaf puis intervient auprès des autorités nationales et européennes



Chiffres Ile-de-France

avec tableaux comparatifs entre les départements

1 - Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé	3
2 - Les déclarations préalables à l'embauche	10
3 - Les exonérations	14

Chiffres départementaux

Paris (75)	19
Seine-et-Marne (77)	25
Yvelines (78)	31
Essonne (91)	37
Hauts-de-Seine (92)	43
Seine-Saint-Denis (93)	49
Val-de-Marne (94)	55
Val-d'Oise (95)	61

L'observatoire statistique

Le but de cet observatoire est de faire le bilan d'une année d'emploi. Contrairement à la plupart des publications de l'Urssaf Ile-de-France orientées vers les données conjoncturelles, l'observatoire fournit une information stabilisée et lissée. L'analyse est régionale mais elle intègre également des zooms départementaux. En fin de document, des fiches par département permettent de retrouver une grande partie des tableaux régionaux déclinés à un niveau départemental.

À propos des données

La présente publication s'appuie sur les données de la base Séquoia qui centralise depuis janvier 1997 les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs : le bordereau récapitulatif des cotisations (BRC), et la déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue au BRC.

La définition du champ du secteur privé correspond à celle retenue dans le cadre du partenariat AcoSS-Insee-Dares selon la définition de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Elle couvre l'ensemble des cotisants du champ concurrentiel affiliés au régime général, domiciliés en France, hors agriculture, sylviculture et pêche (secteur AZ, qui relève en grande partie de la Mutualité sociale agricole), hors activités extraterritoriales (UZ) et hors salariés des particuliers employeurs, en France.

La présente publication mobilise les données d'effectifs intérimaires produites par la Dares. Les données ne sont pas désaisonnalisées dans cet observatoire. Les niveaux peuvent donc être légèrement différents de ceux de la note de conjoncture trimestrielle StatUR Île-de-France.

AVERTISSEMENT L'introduction de la DSN, depuis mars 2015 modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La montée en charge progressive du nouveau dispositif, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourront conduire à des révisions ultérieures plus importantes.

La masse salariale (assiette déplafonnée) désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, déclarées au titre de la période d'emploi étudiée. Dans cet observatoire, la masse salariale présentée est agrégée sur l'année.

L'effectif salarié est mesuré en fin de trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'AcoSS.

Dans cet observatoire, l'effectif présenté est l'effectif moyen annuel. Il est calculé en sommant les quatre effectifs à chaque fin de trimestre (mars, juin, septembre, décembre) puis en divisant par quatre.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif. Il est habituellement calculé de façon trimestrielle. Or dans cet observatoire, le SMPT utilisé est annuel. Il est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif moyen annuel, en divisant par 12 pour parvenir à une grandeur mensuelle. Ce SMPT présente l'avantage de lisser les primes sur l'ensemble de l'année.

Le nombre d'établissements prend en compte les établissements qui présentent une assiette salariale non nulle lors du dernier trimestre de l'année.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) regroupent six formalités administratives liées à l'embauche. Ces déclarations permettent le suivi économique de l'embauche des salariés, car elles contiennent des informations obligatoires sur le type de contrat, le sexe et l'âge de l'embauché.

Les DPAE prises en compte correspondent aux déclarations pour des dates d'embauche comprises dans la période étudiée.

Cet observatoire reprend en partie les informations diffusées dans le Bilan embauche 2018, disponible sur notre blog (blog.paris.urssaf.fr) ou sur demande.

Les exonérations sont également issues des BRC ou de la DSN. Les exonérations correspondent à l'ensemble des cotisations exonérées, qu'elles soient compensées ou non par l'État. Il est à noter que les données chiffrées de cette publication sont différentes de celles recensées dans les comptes de la Sécurité sociale. En effet, sont présentées ici les exonérations mesurées de janvier à décembre, se rapportant aux déclarations du mois ou du trimestre précédent. Il ne s'agit donc pas de données en droits constatés qui neutralisent ce décalage par la prise en compte des produits à recevoir.

Lexique

Aco	: Agence centrale des organismes de Sécurité sociale
CDD	: Contrat à durée déterminée
CDI	: Contrat à durée indéterminée
Dares	: Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
DPAE	: Déclaration préalable à l'embauche
Insee	: Institut national de la statistique et des études économiques
MSA	: Mutualité sociale agricole
NCA	: Non classés ailleurs
Smic	: Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SMPT	: Salaire moyen par tête
Urssaf	: Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales
ZFU	: Zone franche urbaine



Chiffres Ile-de-France

Avec tableaux comparatifs
entre les départements

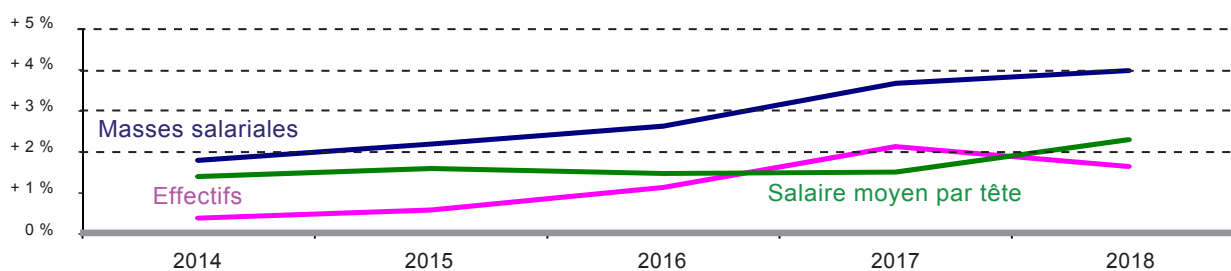
Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé

Établissements, effectifs et masses salariales : évolutions comparées

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	190 425,1	+ 1,8 %	+ 2,2 %	+ 2,6 %	+ 3,7 %	+ 4,0 %	+ 15,1 %
Effectifs salariés (en milliers)	4 727,5	+ 0,4 %	+ 0,6 %	+ 1,1 %	+ 2,1 %	+ 1,6 %	+ 6,0 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 357	+ 1,4 %	+ 1,6 %	+ 1,5 %	+ 1,5 %	+ 2,3 %	+ 8,6 %
Établissements	407 043	+ 0,4 %	+ 0,9 %	+ 0,8 %	+ 0,8 %	+ 1,5 %	+ 4,5 %

Source : Urssaf - Acoiss

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

En 2018, l'emploi dans le secteur privé en Ile-de-France progresse (+ 1,6 % en moyenne par rapport à 2017). Dans le même temps, le nombre de salariés augmente également au niveau national. Cette hausse représente un gain net moyen de 76 600 emplois durant l'année 2018.

Dans un contexte de progression de l'inflation tout au long de l'année, la masse salariale des entreprises franciliennes du secteur privé s'est également accélérée en 2018, avec une hausse annuelle de 4,0 % par rapport à 2017, contre + 3,7 % en 2017 par rapport à 2016.

Le salaire moyen par tête francilien progresse de 2,3 % sur un an. Il s'élève à 3 357 euros.

Le nombre d'établissements en région parisienne augmente de 1,5 %, soit la création de plus de 6 000 établissements en 2018.

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	108	- 0,9 %	2,3	+ 1,2 %	143,5	+ 9,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	5 470	+ 1,6 %	49,7	+ 0,7 %	1 551,4	+ 1,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	1 490	- 2,0 %	17,3	+ 0,1 %	716,2	+ 3,5 %
CC	Bois et papier	1 338	- 4,9 %	14,3	- 5,4 %	581,2	- 4,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	13	+ 0,0 %	1,6	- 3,5 %	103,0	- 3,7 %
CE	Industrie chimique	449	+ 0,9 %	24,6	+ 0,5 %	1 487,6	+ 2,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	134	- 2,9 %	16,3	- 2,7 %	1 052,6	- 1,3 %
CG	Industrie chimique, produits non minéraux	792	+ 0,5 %	18,0	+ 0,4 %	846,6	+ 0,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1 506	- 3,3 %	24,8	- 1,5 %	1 046,9	+ 1,0 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	548	- 3,7 %	36,1	+ 0,6 %	2 203,9	+ 4,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	359	- 2,7 %	12,1	- 1,9 %	709,3	+ 1,8 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	582	- 2,5 %	15,2	- 1,6 %	781,9	+ 0,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	274	+ 1,1 %	70,8	- 0,9 %	4 205,3	+ 2,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	3 084	+ 0,0 %	40,8	- 0,4 %	1 868,4	+ 1,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	446	- 3,5 %	41,5	- 1,9 %	2 591,5	+ 0,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	889	+ 2,1 %	29,2	+ 2,0 %	1 040,7	+ 4,0 %
FZ	Construction	40 414	+ 4,2 %	302,0	+ 4,2 %	9 413,8	+ 5,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	77 054	+ 0,4 %	708,0	+ 0,2 %	26 478,5	+ 2,5 %
HZ	Transports et entreposage	15 086	+ 3,3 %	376,6	+ 1,0 %	14 016,0	+ 3,5 %
IZ	Hébergement et restauration	38 603	+ 2,5 %	320,2	+ 3,1 %	7 484,0	+ 5,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	10 194	+ 2,3 %	131,3	- 1,5 %	7 532,4	+ 2,5 %
JB	Télécommunications	1 205	+ 4,4 %	52,8	+ 0,8 %	2 912,9	+ 0,1 %
JC	Activités informatiques	13 081	+ 9,7 %	221,3	+ 6,5 %	12 229,6	+ 9,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	18 307	+ 1,0 %	311,9	+ 0,4 %	20 913,3	+ 3,0 %
LZ	Activités immobilières	13 968	+ 0,1 %	78,1	+ 0,3 %	3 190,9	+ 3,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	39 077	+ 4,3 %	414,9	+ 3,4 %	24 795,0	+ 6,2 %
MB	Recherche et développement	928	+ 4,2 %	40,6	+ 1,8 %	2 281,0	+ 4,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	8 216	+ 1,0 %	91,1	+ 1,2 %	4 314,3	+ 4,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	52 022	- 1,0 %	601,9	+ 3,0 %	15 609,8	+ 5,4 %
OZ	Administration publique	383	- 1,3 %	41,9	- 3,5 %	1 602,8	- 2,2 %
PZ	Enseignement	7 371	+ 0,4 %	91,3	+ 2,8 %	2 473,5	+ 4,1 %
QA	Activités pour la santé humaine	11 417	- 0,4 %	106,2	+ 1,2 %	3 247,1	+ 3,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	7 124	+ 3,6 %	203,1	+ 2,0 %	4 468,7	+ 3,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	12 111	- 0,8 %	90,6	- 0,4 %	2 967,8	+ 2,6 %
SZ	Autres activités de services	25 675	- 0,5 %	129,1	- 0,2 %	3 563,6	+ 1,3 %
	TOTAL	407 043	+ 1,5 %	4 727,5	+ 1,6 %	190 425,1	+ 4,0 %
	Industrie	17 482	- 0,6 %	414,5	- 0,6 %	20 929,9	+ 1,7 %
	Construction	40 414	+ 4,2 %	302,0	+ 4,2 %	9 413,8	+ 5,6 %
	Tertiaire	349 147	+ 1,3 %	4 011,0	+ 1,7 %	160 081,4	+ 4,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	346 472	+ 1,3 %	3 878,4	+ 1,6 %	156 395,6	+ 4,1 %
	Intérim	2 675	+ 3,0 %	132,6	+ 5,8 %	3 685,7	+ 8,0 %

Source : Urssaf - Acofos

Le tertiaire hors intérim progresse

L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en hausse de 1,6 % en moyenne sur l'année (+ 59 600 créations nettes d'emplois). La hausse de ce grand secteur qui représente 82,0 % des emplois privés d'Île-de-France explique la bonne dynamique générale de cette année. Les activités informatiques, les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, la restauration et l'hébergement ont été une nouvelle fois le moteur de la création d'emplois en 2018.

La construction au beau fixe

Le nombre de salariés dans la construction affiche en moyenne une hausse de 4,2 % comparée à 2017. L'emploi profite ainsi de la bonne dynamique régionale portée notamment par les investissements publics et privés réalisés dans le cadre du Grand Paris Express.

L'industrie francilienne poursuit son érosion

L'industrie continue à perdre des emplois à un rythme un peu moins important en 2018 (- 0,6 %, après - 0,7 % l'année précédente et - 1,4 % entre 2016 et 2015). La fabrication de matériels de transport

continue d'être orientée à la baisse (- 0,9 %). A contrario, l'industrie agroalimentaire affiche une nouvelle hausse de ses effectifs.

L'intérim en hausse

Après une progression de plus de 20 % en 2017, les effectifs de l'intérim progressent en moyenne de 5,8 % en 2018, ce qui correspond en moyenne à 7 300 intérimaires de plus. Le niveau de l'intérim francilien atteint un niveau moyen record dépassant celui atteint l'année précédente.

Le nombre d'établissements

Répartition des établissements par département

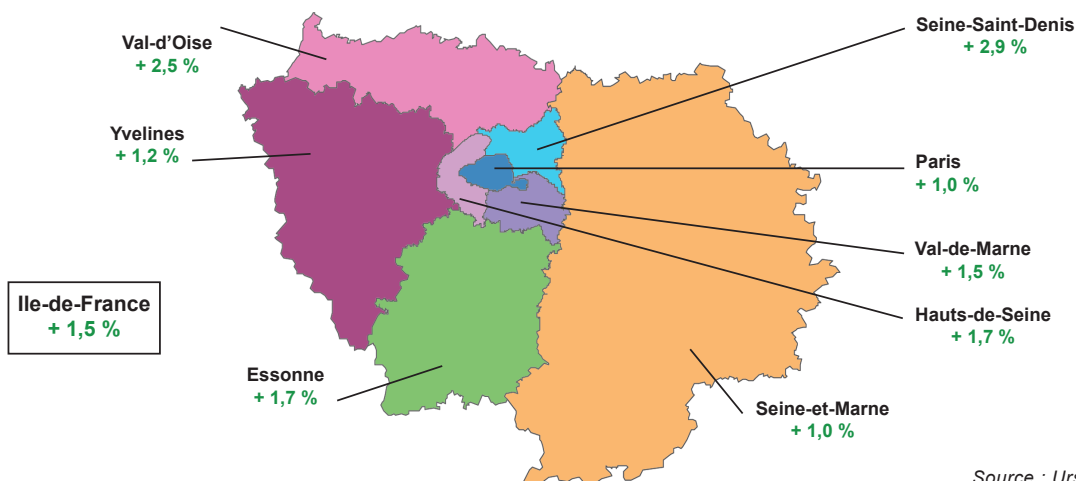
	2017	2018	Poids département
Paris	158 337	159 994	39,3 %
Seine-et-Marne	31 382	31 704	7,8 %
Yvelines	33 036	33 442	8,2 %
Essonne	27 933	28 402	7,0 %
Hauts-de-Seine	49 641	50 478	12,4 %
Seine-Saint-Denis	39 879	41 051	10,1 %
Val-de-Marne	34 196	34 705	8,5 %
Val-d'Oise	26 600	27 267	6,7 %
Ile-de-France	401 004	407 043	100,0 %

Source : Urssaf-Acoss

Le nombre d'établissements a augmenté en 2018 (+ 1,5 %). Cela correspond à la création de près de 6 000 établissements durant l'année.

Les départements d'Ile-de-France voient tous leur nombre d'établissements augmenter avec un maximum de 2,9 % pour la Seine-St-Denis et un minimum de 1,0 % pour Paris et la Seine-et-Marne.

Évolution annuelle du nombre d'établissements par département



Source : Urssaf-Acoss

Les effectifs salariés

Répartition des effectifs par département

	2017	2018	Poids département
Paris	1 424,3	1 455,2	30,8 %
Seine-et-Marne	363,4	371,1	7,8 %
Yvelines	407,4	412,0	8,7 %
Essonne	353,0	357,0	7,6 %
Hauts-de-Seine	923,4	938,3	19,8 %
Seine-Saint-Denis	489,5	500,4	10,6 %
Val-de-Marne	398,2	400,2	8,5 %
Val-d'Oise	291,7	293,3	6,2 %
Ile-de-France	4 650,9	4 727,5	100,0 %

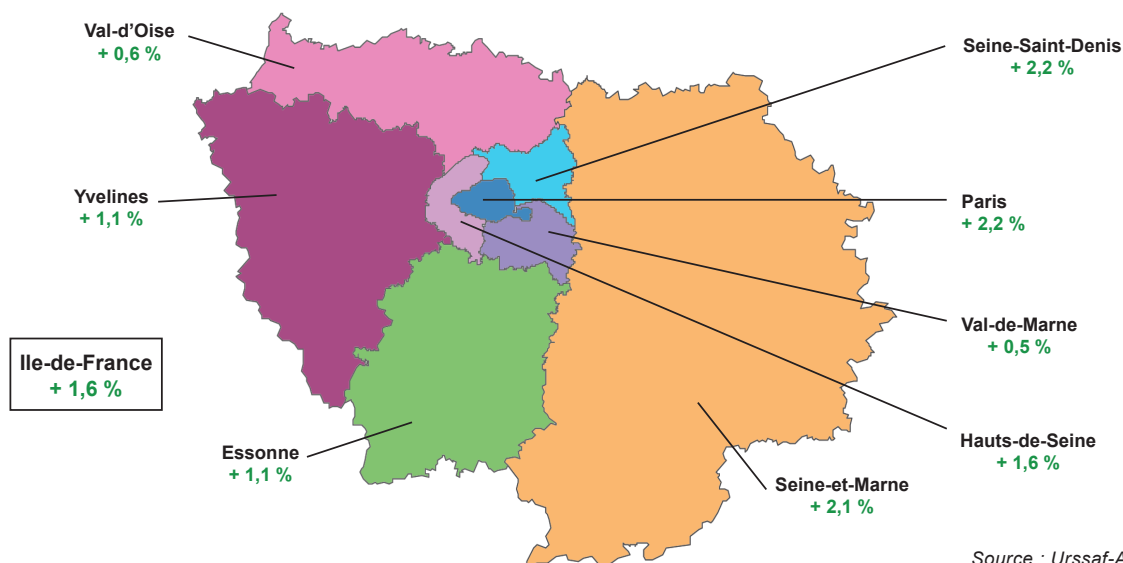
En milliers

Source : Urssaf-Accoss

Les salariés franciliens du secteur privé représentent 26,9 % des effectifs nationaux (sur le champ de l'étude de cette publication). Paris constitue 30,8 % des effectifs salariés franciliens du régime général, suivi des Hauts-de-Seine avec 19,8 % et de la Seine-Saint-Denis avec 10,6 %.

Les effectifs moyens salariés sont en hausse de 1,6 % par rapport à 2017 en Ile-de-France. La hausse des effectifs est importante en Seine-et-Marne (+ 2,1 %), à Paris (+ 2,2 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 2,2 %). Le département du Val-de-Marne affiche une progression plus modérée (+ 0,5 %).

Évolution annuelle des effectifs par département



Source : Urssaf-Accoss

Évolution de l'effectif salarié par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en milliers)	Glissement annuel		
		Année 2018	2018	2017	2016
BZ	Industries extractives	2,3	+ 1,2 %	+ 1,6 %	- 4,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	49,7	+ 0,7 %	+ 1,6 %	+ 2,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	17,3	+ 0,1 %	+ 2,5 %	- 1,8 %
CC	Bois et papier	14,3	- 5,4 %	- 4,3 %	- 6,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1,6	- 3,5 %	- 0,7 %	- 3,2 %
CE	Industrie chimique	24,6	+ 0,5 %	- 1,8 %	- 2,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	16,3	- 2,7 %	- 1,8 %	- 2,4 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	18,0	+ 0,4 %	- 0,8 %	- 2,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	24,8	- 1,5 %	- 1,5 %	- 2,9 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	36,1	+ 0,6 %	+ 0,8 %	- 1,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	12,1	- 1,9 %	- 1,0 %	- 3,5 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	15,2	- 1,6 %	- 2,1 %	- 2,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	70,8	- 0,9 %	- 0,4 %	- 1,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	40,8	- 0,4 %	- 0,4 %	- 0,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	41,5	- 1,9 %	- 3,4 %	- 1,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	29,2	+ 2,0 %	+ 0,0 %	- 0,6 %
FZ	Construction	302,0	+ 4,2 %	+ 2,7 %	+ 0,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	708,0	+ 0,2 %	+ 0,8 %	+ 0,5 %
HZ	Transports et entreposage	376,6	+ 1,0 %	+ 0,9 %	+ 0,3 %
IZ	Hébergement et restauration	320,2	+ 3,1 %	+ 3,6 %	+ 2,4 %
JA	Édition et Audiovisuel	131,3	- 1,5 %	- 0,7 %	- 0,0 %
JB	Télécommunications	52,8	+ 0,8 %	+ 0,2 %	- 0,4 %
JC	Activités informatiques	221,3	+ 6,5 %	+ 5,2 %	+ 3,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	311,9	+ 0,4 %	+ 1,0 %	- 0,1 %
LZ	Activités immobilières	78,1	+ 0,3 %	- 0,3 %	- 0,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	414,9	+ 3,4 %	+ 3,1 %	+ 2,7 %
MB	Recherche et développement	40,6	+ 1,8 %	+ 1,0 %	- 0,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	91,1	+ 1,2 %	+ 1,4 %	+ 1,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	601,9	+ 3,0 %	+ 6,5 %	+ 3,2 %
OZ	Administration publique	41,9	- 3,5 %	- 1,0 %	- 1,1 %
PZ	Enseignement	91,3	+ 2,8 %	+ 2,3 %	+ 1,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	106,2	+ 1,2 %	+ 1,0 %	+ 1,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	203,1	+ 2,0 %	+ 3,2 %	+ 3,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	90,6	- 0,4 %	+ 2,4 %	+ 2,2 %
SZ	Autres activités de services	129,1	- 0,2 %	+ 0,5 %	+ 0,3 %
	Industrie	414,5	- 0,6 %	- 0,7 %	- 1,4 %
	Construction	302,0	+ 4,2 %	+ 2,7 %	+ 0,3 %
	Tertiaire	4 011,0	+ 1,7 %	+ 2,4 %	+ 1,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	3 878,4	+ 1,6 %	+ 1,9 %	+ 1,3 %
	Intérim	132,6	+ 5,8 %	+22,3 %	+ 8,8 %

Source : Urssaf - Acooss

Dans l'industrie, l'emploi francilien poursuit sa contraction. La majorité des secteurs voit ses effectifs se dégrader. Ainsi, l'emploi dans la fabrication de matériels de transport continue son repli (- 0,9 %). Dans les deux principaux départements employeurs, la tendance est différenciée (+ 4,5 % pour les Yvelines contre une baisse de 4,6 % pour les Hauts-de-Seine). La production et distribution d'eau, la gestion des déchets et les industries agro-alimentaires sont les seuls secteurs industriels qui créent significativement de l'emploi. Le premier affiche une croissance de ses effectifs de 2,0 %, notamment dans les Yvelines (+ 4,8 %).

Le nombre de salariés de la construction croît rapidement (+ 4,2 %), porté par une conjoncture favorable. La hausse des effectifs a été importante en Seine-Saint-Denis (+ 6,2 %) ainsi que dans l'Essonne (+ 5,2 %) et en Seine-et-Marne (+ 4,8 %).

Le secteur de l'intérim continue de progresser de façon dynamique (+ 5,8 %) après la forte hausse l'année précédente. L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en hausse de 1,6 % en moyenne sur l'année, grâce aux activités informatiques (+ 6,5 %), aux activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+ 3,4 %) et à la restauration et l'hébergement (+ 3,1 %).

Paris (+ 9,3 %) a vu ses effectifs augmenter très rapidement dans les activités informatiques, tout comme le Val-de-Marne où la hausse des effectifs est de 6,1 %. Pour les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, ce sont les départements de Paris et des Hauts-de-Seine qui affichent les plus fortes hausses annuelles avec respectivement + 4,3 % et + 3,5 %. Le Val-d'Oise se distingue, comme l'année précédente, avec une hausse de l'emploi dans la restauration et l'hébergement (+ 5,1 %).

À l'inverse, l'édition et l'audiovisuel (- 1,5 %) et les administrations publiques de statut privé (- 3,5 %) subissent des replis d'effectifs. Le premier secteur subit des diminutions d'effectifs notamment en Seine-Saint-Denis (- 2,4 %). Les administrations publiques de statut privé voient baisser leurs effectifs de 10,8 % dans les Hauts-de-Seine et de 5,7 % dans le Val-d'Oise.

Les masses salariales

Répartition des masses salariales par département

	2017	2018	Poids département
Paris	59 729	62 754	33,0 %
Seine-et-Marne	10 730	11 169	5,9 %
Yvelines	15 140	15 570	8,2 %
Essonne	12 024	12 423	6,5 %
Hauts-de-Seine	45 976	47 867	25,1 %
Seine-Saint-Denis	17 176	17 728	9,3 %
Val-de-Marne	13 496	13 800	7,2 %
Val-d'Oise	8 858	9 113	4,8 %
Ile-de-France	183 129,3	190 425,1	100,0 %

En millions d'€

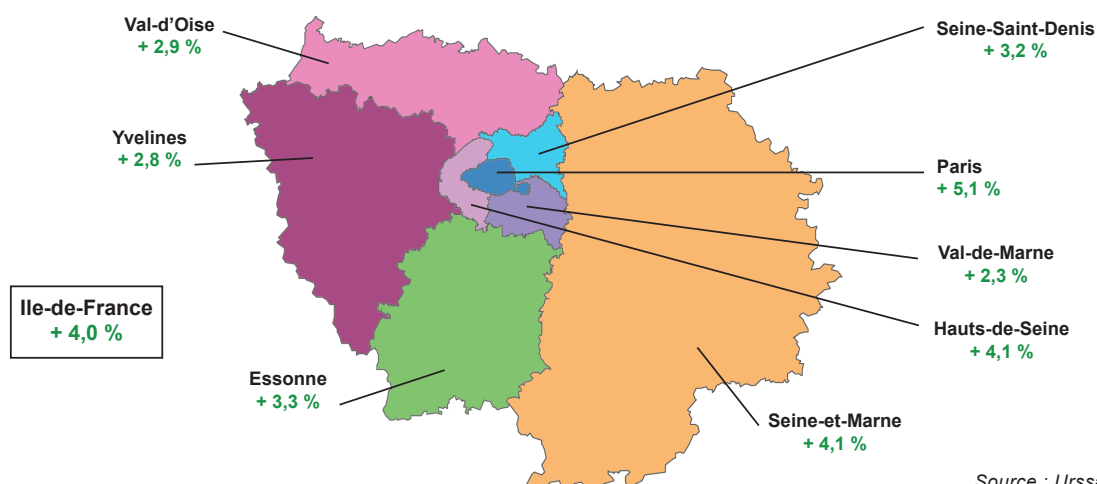
Source : Urssaf-Accoss

La masse salariale augmente de 4,0 % sur la totalité de l'année 2018. La situation est cependant contrastée au sein des départements franciliens. En effet, Paris progresse de 5,1 %, alors que la croissance de la masse salariale est plus modeste dans le Val-de-Marne (+ 2,3 %).

Les départements de Paris et des Hauts-de-Seine sont toujours les deux gros pôles d'activité en Ile-de-France et comptabilisent près de 60 % de la masse salariale francilienne.

La masse salariale de l'Ile-de-France représente 34,2 % de la masse salariale nationale (sur le champ de l'étude de cette publication). Cette part est légèrement supérieure à celle des années précédentes.

Évolution annuelle des masses salariales par département



Source : Urssaf-Accoss

Évolution des masses salariales par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en millions d'€)	Glissement annuel		
			Année 2018	2018	2017
BZ	Industries extractives	143,5	+ 9,6 %	+ 5,1 %	- 9,9 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 551,4	+ 1,3 %	+ 3,0 %	+ 2,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	716,2	+ 3,5 %	+ 5,2 %	+ 1,7 %
CC	Bois et papier	581,2	- 4,3 %	- 3,0 %	- 6,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	103,0	- 3,7 %	- 3,2 %	+ 5,5 %
CE	Industrie chimique	1 487,6	+ 2,2 %	- 1,1 %	- 1,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	1 052,6	- 1,3 %	+ 0,4 %	+ 0,5 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	846,6	+ 0,5 %	+ 2,1 %	- 0,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1 046,9	+ 1,0 %	+ 0,6 %	+ 0,0 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	2 203,9	+ 4,5 %	+ 2,5 %	+ 2,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	709,3	+ 1,8 %	+ 3,2 %	- 1,0 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	781,9	+ 0,1 %	+ 0,1 %	- 0,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	4 205,3	+ 2,0 %	+ 0,8 %	+ 0,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1 868,4	+ 1,9 %	+ 0,9 %	+ 1,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2 591,5	+ 0,6 %	- 0,8 %	+ 2,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1 040,7	+ 4,0 %	+ 0,6 %	- 0,4 %
FZ	Construction	9 413,8	+ 5,6 %	+ 4,2 %	+ 1,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	26 478,5	+ 2,5 %	+ 2,9 %	+ 2,4 %
HZ	Transports et entreposage	14 016,0	+ 3,5 %	+ 1,7 %	+ 1,2 %
IZ	Hébergement et restauration	7 484,0	+ 5,6 %	+ 4,6 %	+ 1,9 %
JA	Édition et Audiovisuel	7 532,4	+ 2,5 %	+ 3,0 %	+ 3,2 %
JB	Télécommunications	2 912,9	+ 0,1 %	+ 2,6 %	- 0,9 %
JC	Activités informatiques	12 229,6	+ 9,3 %	+ 7,2 %	+ 5,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	20 913,3	+ 3,0 %	+ 3,4 %	+ 3,3 %
LZ	Activités immobilières	3 190,9	+ 3,8 %	+ 3,8 %	+ 3,4 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	24 795,0	+ 6,2 %	+ 5,8 %	+ 4,2 %
MB	Recherche et développement	2 281,0	+ 4,0 %	- 0,0 %	+ 2,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4 314,3	+ 4,9 %	+ 3,4 %	+ 4,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	15 609,8	+ 5,4 %	+ 6,5 %	+ 4,5 %
OZ	Administration publique	1 602,8	- 2,2 %	+ 0,0 %	- 0,6 %
PZ	Enseignement	2 473,5	+ 4,1 %	+ 3,0 %	+ 1,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	3 247,1	+ 3,5 %	+ 3,1 %	+ 2,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4 468,7	+ 3,4 %	+ 4,1 %	+ 3,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	2 967,8	+ 2,6 %	+ 5,9 %	+ 3,3 %
SZ	Autres activités de services	3 563,6	+ 1,3 %	+ 1,0 %	- 1,7 %
	Industrie	20 929,9	+ 1,7 %	+ 0,9 %	+ 0,6 %
	Construction	9 413,8	+ 5,6 %	+ 4,2 %	+ 1,1 %
	Tertiaire	160 081,4	+ 4,2 %	+ 4,0 %	+ 3,0 %
	dont Tertiaire hors intérim	156 395,6	+ 4,1 %	+ 3,8 %	+ 2,9 %
	Intérim	3 685,7	+ 8,0 %	+13,9 %	+ 9,5 %

Source : Urssaf - Acoiss

La masse salariale de l'industrie est en légère hausse

La masse salariale de l'industrie est en augmentation de 1,7 % en 2018 malgré le reflux des effectifs. La fabrication d'équipements informatiques et électriques (+ 4,5 %) et l'habillement (+ 3,5 %) font partie des hausses les plus importantes. À l'inverse, le secteur du bois et du papier voit son niveau se contracter à un rythme très soutenu (- 4,3 % après - 3,0 % l'an dernier).

La forte croissance de la masse salariale dans la construction

Pour la seconde année, la masse salariale du secteur de la construction est en forte hausse (+ 5,6 %). Cette hausse concomitante à la progression des effectifs n'empêche cependant pas le salaire moyen annuel de progresser de 1,4 %.

Le secteur tertiaire hors intérim en hausse

La totalité des secteurs du tertiaire hors intérim, à une exception près, affiche des hausses significatives en 2018. Les activités informatiques (+ 9,3 %) et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+ 6,2 %) sont les secteurs les plus dynamiques. A contrario, les administrations publiques de statut privé voient leur masse salariale se replier de 2,2 %.

La dynamique de l'intérim provoque une hausse de la masse salariale

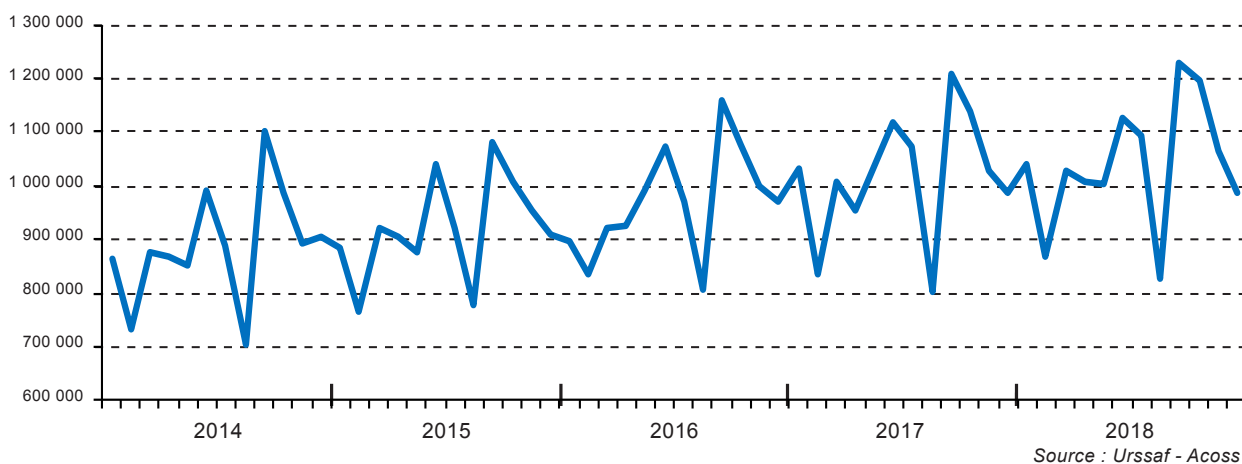
Après la forte progression de 2017 (+ 13,9 %), l'expansion de la masse salariale demeure à un niveau élevé en 2018 (+ 8,0 %). Cette progression plus importante de la masse salariale par rapport à celle des effectifs traduit des missions d'intérim davantage rémunérées par rapport à 2017.



Les déclarations préalables à l'embauche

À l'occasion de l'embauche d'un salarié, tout employeur, à l'exception des particuliers, est tenu d'effectuer une déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'Urssaf ou de la Mutualité sociale agricole (MSA), selon le régime auquel il appartient. Les données qui suivent concernent uniquement les déclarations parvenues aux Urssaf et excluent donc les entreprises relevant de la MSA. La DPAE recouvre toutes les formes d'embauche (CDI, CDD de courte ou de longue durée, contrats d'intérim) et ce, quelle que soit la durée de travail (temps plein, temps partiel). La DPAE est un flux qui renseigne sur la mobilité professionnelle et non sur le dynamisme sectoriel.

Évolution régionale mensuelle du nombre de DPAE



Répartition et évolution des DPAE par département

	2017	2018	Évolution 2018/2017	Poids département
Paris	4 855,6	4 983,2	+ 2,6 %	40,0 %
Seine-et-Marne	936,3	974,8	+ 4,1 %	7,8 %
Yvelines	729,7	746,1	+ 2,3 %	6,0 %
Essonne	842,2	872,2	+ 3,6 %	7,0 %
Hauts-de-Seine	1 940,6	1 931,6	- 0,5 %	15,5 %
Seine-Saint-Denis	1 198,8	1 213,1	+ 1,2 %	9,7 %
Val-de-Marne	837,9	845,3	+ 0,9 %	6,8 %
Val-d'Oise	874,2	905,5	+ 3,6 %	7,3 %
Ile-de-France	12 216,9	12 472,8	+ 2,1 %	100,0 %

En milliers

Source : Urssaf-Acooss

Durant l'année 2018, le nombre des DPAE a atteint un niveau record en Ile-de-France et progresse de 2,1 % par rapport à l'année 2017. À l'exception des Hauts-de-Seine (- 0,5 %), tous les départements ont une évolution positive mais d'intensité différente. Ainsi, la Seine-et-Marne (+ 4,1 %), le Val-d'Oise (+ 3,6 %) et l'Essonne (+ 3,6 %) enregistrent de fortes augmentations alors qu'en Val-de-Marne (+ 0,9 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 1,2 %) la hausse est moins marquée.

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,3	0,3	- 6,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	46,9	46,5	- 0,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	16,2	14,5	- 10,8 %
CC	Bois et papier	4,8	4,8	- 0,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,2	0,2	- 2,4 %
CE	Industrie chimique	5,8	6,1	+ 5,4 %
CF	Industrie pharmaceutique	2,3	2,5	+ 12,7 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	3,7	4,1	+ 12,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	6,1	6,2	+ 1,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	5,8	6,4	+ 11,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	2,3	2,4	+ 6,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	3,2	3,5	+ 10,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	8,6	8,4	- 1,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	11,8	12,0	+ 2,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	5,0	4,9	- 1,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	9,9	10,8	+ 8,3 %
FZ	Construction	209,3	213,9	+ 2,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	483,1	489,5	+ 1,3 %
HZ	Transports et entreposage	318,3	301,4	- 5,3 %
IZ	Hébergement et restauration	1 259,1	1 329,4	+ 5,6 %
JA	Édition et audiovisuel	1 154,7	1 087,1	- 5,9 %
JB	Télécommunications	10,0	10,6	+ 6,4 %
JC	Activités informatiques	92,5	102,4	+ 10,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	83,3	85,2	+ 2,3 %
LZ	Activités immobilières	57,4	51,7	- 10,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	261,2	254,0	- 2,7 %
MB	Recherche et développement	13,3	14,1	+ 6,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	536,4	514,8	- 4,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	5 525,0	5 768,6	+ 4,4 %
OZ	Administration publique	109,1	103,4	- 5,2 %
PZ	Enseignement	157,1	156,2	- 0,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	237,9	258,1	+ 8,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	570,3	592,0	+ 3,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	849,2	853,5	+ 0,5 %
SZ	Autres activités de services	154,0	150,4	- 2,3 %
	Activités diverses et non classées	3,1	2,8	- 9,9 %
	TOTAL	12 216,9	12 472,8	+ 2,1 %
	Industrie	132,7	133,7	+ 0,7 %
	Construction	209,3	213,9	+ 2,2 %
	Tertiaire	11 874,9	12 125,3	+ 2,1 %
	Dont Tertiaire hors intérim	7 432,5	7 514,3	+ 1,1 %
	Intérim	4 442,4	4 611,0	+ 3,8 %

En milliers

Source : Urssaf - Acooss

Le nombre de DPAE enregistrées en 2018 augmente pour une majorité de secteurs d'activité. L'intérim affiche un nombre global de DPAE en progression (+ 3,8 % sur un an), le secteur représentant toujours plus d'une DPAE sur trois. L'industrie voit son nombre de DPAE augmenter très légèrement par rapport à 2017 (+ 0,7 %). Le tertiaire hors intérim est également en hausse de 1,1 % tout comme la construction (+ 2,2 %).

Les hausses les plus importantes sur un an sont enregistrées dans les activités informatiques (+ 10,7 % sur un an grâce au Val-de-Marne et au Val-d'Oise) et dans les activités pour la santé humaine (+ 8,5 % sur un an notamment grâce aux Yvelines et à la Seine-et-Marne). Parmi les secteurs avec un volume important de DPAE, l'hébergement et restauration affiche une hausse régionale de 5,6 % du fait de hausses observées en Seine-Saint-Denis (+ 16,4 %), dans les Yvelines (+ 11,1 %) et dans le Val-d'Oise (+ 9,6 %). A contrario, dans l'édition et l'audiovisuel, le volume total des DPAE est à la baisse (- 5,9 %) du fait notamment du Val-d'Oise (- 28,1 %), du Val-de-Marne (- 13,2 %) et de Paris (- 8,1 %).

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,2	0,2	- 3,9 %
CA	Industries agro-alimentaires	21,0	23,2	+ 10,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	6,7	6,3	- 6,5 %
CC	Bois et papier	1,7	1,7	+ 5,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	+ 20,0 %
CE	Industrie chimique	2,8	3,1	+ 9,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,2	1,5	+ 20,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	1,8	1,9	+ 8,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	3,2	3,3	+ 4,5 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	3,7	4,3	+ 15,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1,2	1,4	+ 16,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	1,9	2,2	+ 16,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	5,8	5,8	- 1,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	6,3	6,9	+ 8,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz,,,	2,8	2,9	+ 0,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	5,3	5,8	+ 9,9 %
FZ	Construction	125,2	135,2	+ 8,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	194,1	202,8	+ 4,5 %
HZ	Transports et entreposage	90,0	92,0	+ 2,3 %
IZ	Hébergement et restauration	222,2	233,6	+ 5,1 %
JA	Édition et audiovisuel	22,2	24,5	+ 10,5 %
JB	Télécommunications	6,0	6,8	+ 14,0 %
JC	Activités informatiques	64,7	73,8	+ 14,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	37,8	42,0	+ 11,1 %
LZ	Activités immobilières	19,9	19,2	- 3,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	108,3	119,7	+ 10,5 %
MB	Recherche et développement	3,8	4,7	+ 24,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	20,4	22,1	+ 7,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	130,9	140,1	+ 7,0 %
OZ	Administration publique	8,6	7,5	- 13,1 %
PZ	Enseignement	15,8	16,6	+ 5,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	22,6	25,4	+ 12,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	47,7	47,6	- 0,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	18,1	21,4	+ 18,5 %
SZ	Autres activités de services	37,5	36,6	- 2,6 %
	Activités diverses et non classées	0,5	0,4	- 18,4 %
	TOTAL	1 262,0	1 342,4	+ 6,4 %
	Industrie	65,8	70,6	+ 7,3 %
	Construction	125,2	135,2	+ 8,0 %
	Tertiaire	1 071,0	1 136,6	+ 6,1 %

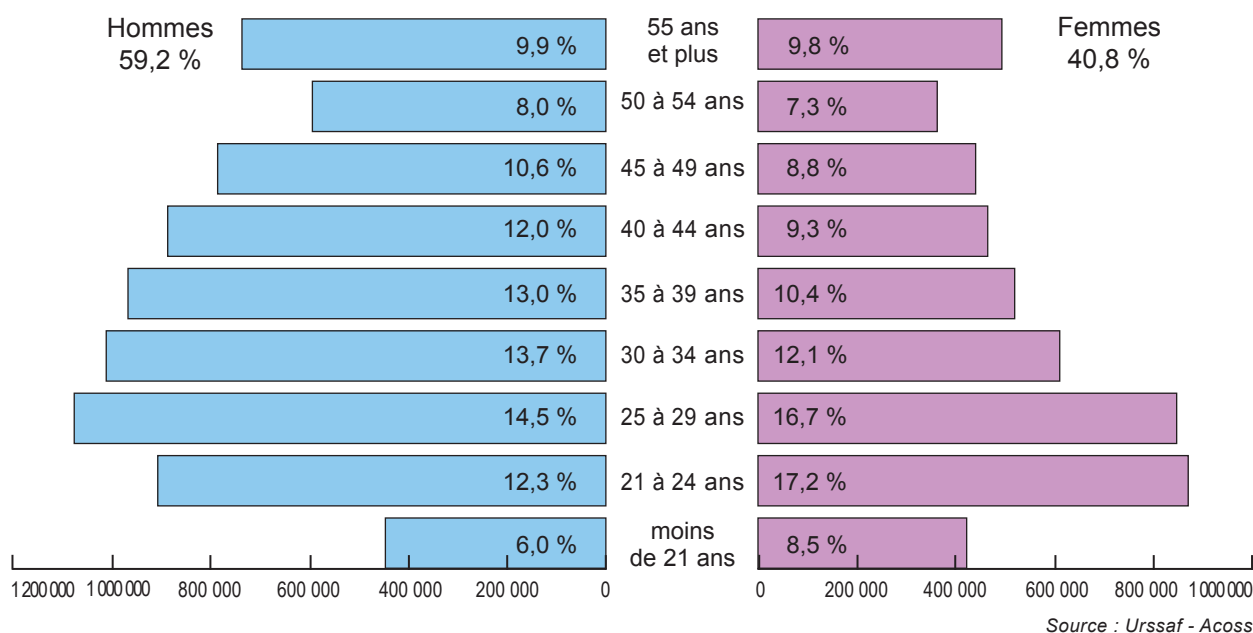
En milliers

Source : Urssaf - Acoess

Les niveaux d'embauches en CDI sont en hausse dans quasiment tous les secteurs. La construction (+ 8,0 % sur un an) demeure le principal moteur de la croissance de ce type de contrat. Le tertiaire est également dynamique (+ 6,1 %) tandis que l'industrie affiche une hausse pour la cinquième année consécutive (+ 7,3 %).

Dans le détail, ce nombre de DPAE en CDI augmente fortement dans les activités informatiques (+ 14,1 %), les activités financières et d'assurance (+ 11,1 %) et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+ 10,5 %). L'hébergement et la restauration demeurent le secteur qui émet le plus de DPAE en CDI. Ces dernières sont également dynamiques (+ 5,1 % sur un an). L'action sociale est le seul secteur avec un poids important qui voit son nombre de DPAE en CDI baisser (- 0,2 %) ; signalons également le secteur des activités immobilières, qui enregistre une diminution de 3,8 % en un an.

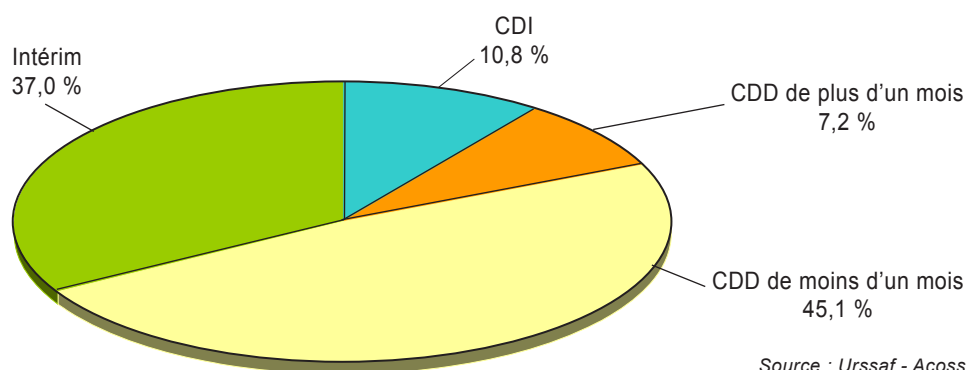
Répartition des DPAE par sexe et âge



Tous types de contrats inclus, les embauches par sexe se répartissent de façon assez stable dans le temps. En 2018, 59,2 % des DPAE correspondent à l'embauche de salariés et 40,8 % de salariées.

Les tranches des 21-24 ans et des 25-29 ans concentrent près d'un tiers des DPAE. Cette prédominance est encore plus marquée pour les CDI, où l'âge médian des embauches s'établit à 32 ans (toutefois en hausse de 2 ans par rapport à l'an dernier). Pour ce type de contrat, les 25-29 ans représentent 20,1 % des embauches chez les hommes et 23,1 % des embauches chez les femmes. Les déclarations d'embauche des plus de 55 ans sont caractérisées par une part de DPAE plus importante pour des CDD (soit 10,4 %, en progression de 0,6 point sur un an) que pour des CDI (5,5 %).

Répartition des DPAE par type de contrat



La part des CDI dans le total des DPAE est en hausse cette année par rapport à 2017 pour représenter 10,8 % de l'ensemble des contrats.

Le nombre de DPAE en CDI atteint ainsi 1,34 million de DPAE. Le type de contrat le plus utilisé demeure le CDD de courte durée (contrat inférieur à 1 mois). Le volume de ce type de contrat évolue faiblement cette année (+ 0,6 %), signant ainsi une cinquième année de progression modérée après le boom observé au début de la décennie.

À l'inverse, la croissance des DPAE en intérim est en expansion depuis cinq ans et atteint 3,8 % cette année, soit 169 000 DPAE supplémentaires par rapport à 2017. Le nombre des CDD de plus d'un mois ressort en baisse de 3,0 %.



Les exonérations de cotisations

Répartition et évolution des exonérations par département

	2017	2018	Poids département
Paris	1 565,6	1 592,4	29,4 %
Seine-et-Marne	540,0	555,7	10,3 %
Yvelines	472,5	472,5	8,7 %
Essonne	459,6	465,0	8,6 %
Hauts-de-Seine	727,9	735,8	13,6 %
Seine-Saint-Denis	636,3	660,1	12,2 %
Val-de-Marne	514,8	510,9	9,4 %
Val-d'Oise	425,9	428,7	7,9 %
Ile-de-France	5 342,7	5 421,2	100,0 %

En millions d'€

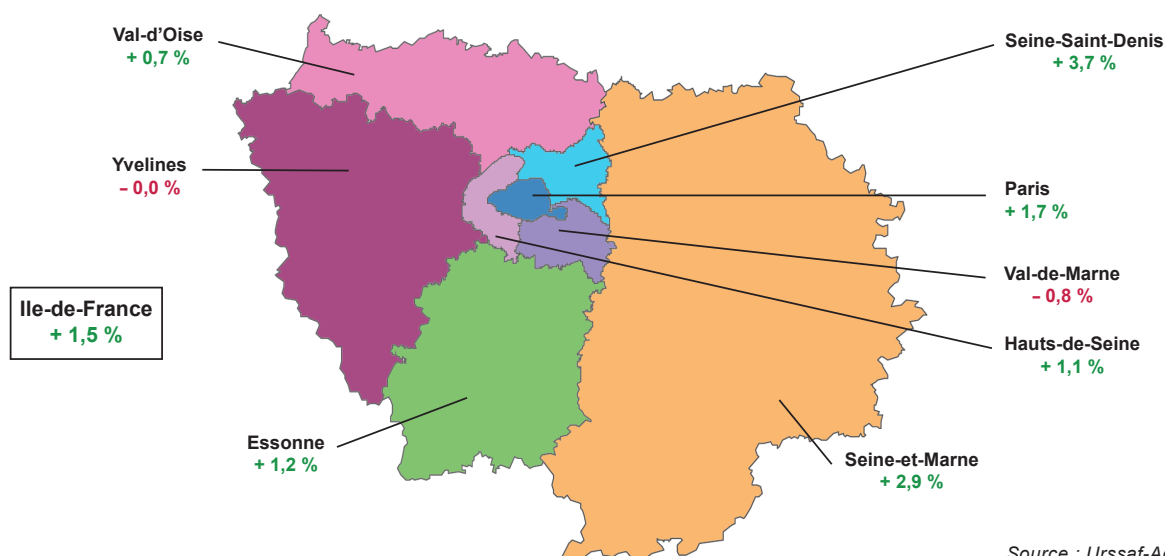
Source : Urssaf-Accoss

Le montant total des exonérations au titre de l'année 2018 s'élève à 5,421 milliards d'euros pour l'ensemble des départements d'Ile-de-France, soit une augmentation de 1,5 % par rapport au montant obtenu en 2017.

Le montant total exonéré représente 2,4 % de la totalité de l'assiette salariale calculée sur le secteur privé et sur le secteur public de la région parisienne.

Cette hausse de 78 millions d'euros s'explique en premier lieu par la hausse de la réduction générale, ex-réduction Fillon (+ 147 millions euros), allée à des baisses d'exonérations ciblées. Cette progression se situe dans un contexte d'expansion de la masse salariale, en hausse de 4,0 % en 2018, soit une augmentation plus rapide que celle observée un an auparavant (+ 3,7 %).

Évolution annuelle des exonérations par département



Source : Urssaf-Accoss

Six départements sur huit affichent une augmentation du montant total des exonérations. Ainsi, globalement, les exonérations au niveau départemental oscillent entre - 0,8 % et 3,7 %. En revanche, la hausse de la réduction générale (ex-réduction Fillon) se rencontre sur tous les départements. Les montants associés à cette exonération atteignent 4,755 milliards d'euros, en hausse de 3,2 % en un an. La croissance était plus forte en 2017 (+ 8,1 % mais une partie de la hausse tenait à des changements de périodicité). L'évolution de la masse salariale (hors hauts salaires) et plus particulièrement l'évolution du Smic en 2018 (+ 1,24 % au 1^{er} janvier 2018) favorise cette évolution. La réduction générale reste prédominante, puisque le montant exonéré représente 87,7 % du montant total des exonérations de cotisations. Ainsi, sur 8 euros exonérés, plus de 7 euros concernent cette réduction.

Tous les départements voient leur réduction générale augmenter, particulièrement Paris (+ 3,4 %), la Seine-et-Marne (+ 4,7 %) et la Seine-Saint-Denis (+ 5,6 %).

Les montants associés aux exonérations sur les heures supplémentaires s'élèvent à 102 millions d'euros, en hausse de 5,5 % en un an. Rappelons que l'article 3 de la loi de Finances rectificative pour 2012 (loi n° 2012-958) a recentré le dispositif uniquement sur les exonérations patronales des entreprises de moins de 20 salariés. La part de ces mesures représente 1,9 % du montant total exonéré en région parisienne en 2018.

Après cinq années de très forte expansion, l'exonération sur compte épargne temps affiche une hausse plus modeste cette année (+ 3,7 %). Cette exonération, pour un montant de 27 millions d'euros, n'est pas compensée par l'Etat.

Globalement, les mesures générales d'encouragement à la création d'emplois, à la RTT et au pouvoir d'achat représentent 90,3 % du montant total exonéré, soit une hausse de 1,4 point par rapport à l'année 2017.

Dans le même temps, les exonérations liées aux mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers s'élèvent à 326 millions d'euros en 2018, en baisse de 19,3 % par rapport à 2017. Les principales mesures associées à ce domaine concernent les contrats d'apprentissage. Elles s'élèvent à 218 millions d'euros et augmentent de 4,8 % sur un an. Ces mesures représentent 4,0 % du montant total des exonérations de cotisations en Ile-de-France. En revanche, les exonérations liées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi dans le secteur non-marchand baissent fortement (- 47,1 % en un an) et expliquent ainsi la forte baisse de l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers. Les exonérations de ces contrats ne représentent plus que 62,5 millions d'euros.

Les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) ont tous diminué fortement avec des baisses de plus de 42 %. La Seine-et-Marne est le département où la chute est la moins importante (- 42,7 %), le Val-de-Marne (- 51,7 %) et les Hauts-de-Seine (- 52,2 %) sont les départements où elle est la plus importante.

Les montants des exonérations liées aux mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques restent très modestes, soit moins de 4,5 millions d'euros, en baisse de 27,6 % par rapport à 2017. 97,0 % du montant relatif à ces exonérations concerne les zones franches urbaines. Comme les années précédentes, l'affaiblissement du montant exonéré lié aux ZFU (- 27,2 % en un an) fait suite à la nature dégressive de cette mesure.

Le montant total exonéré relatif aux mesures en faveur des services à la personne s'élève à 89 millions d'euros (+ 0,3 % sur un an). Dans le même temps, l'exonération pour les Jeunes entreprises innovantes (JEI) (100 millions d'euros) est en progression de 6,0 % en un an.

Pour cette dernière exonération, la hausse est particulièrement importante dans le Val-de-Marne (+ 35,2 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 28,0 %), alors qu'elle est en recul dans le Val-d'Oise (- 1,0 %) et en Seine-et-Marne (- 6,7 %). Ces fortes variations proviennent du nombre restreint d'entreprises utilisant cette exonération.

En 2018, 96,0 % du montant total des exonérations fait l'objet d'une compensation par l'Etat.

Répartition des exonérations par mesure

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)	Évolution 2018/2017
Réduction Générale	4 755,5	+ 3,2 %
Contrat d'apprentissage secteur privé	141,3	+ 4,6 %
Déduction patronale heures supplémentaires	102,4	+ 5,5 %
Jeunes entreprises innovantes	100,7	+ 6,0 %
Aide à domicile	85,5	+ 0,8 %
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	62,4	- 47,1 %
Contrat d'apprentissage loi de 1979	55,1	+ 3,0 %
Exonérations sur compte épargne temps	26,6	+ 3,7 %
Contrat d'apprentissage secteur public	21,8	+ 10,8 %
Maîtres et documentalistes enseignement privé	17,1	- 14,6 %
Autres	52,8	- 38,5 %
TOTAL DES EXONÉRATIONS	5 421,2	+ 1,5 %

Source : Urssaf - Acofos



Chiffres départementaux

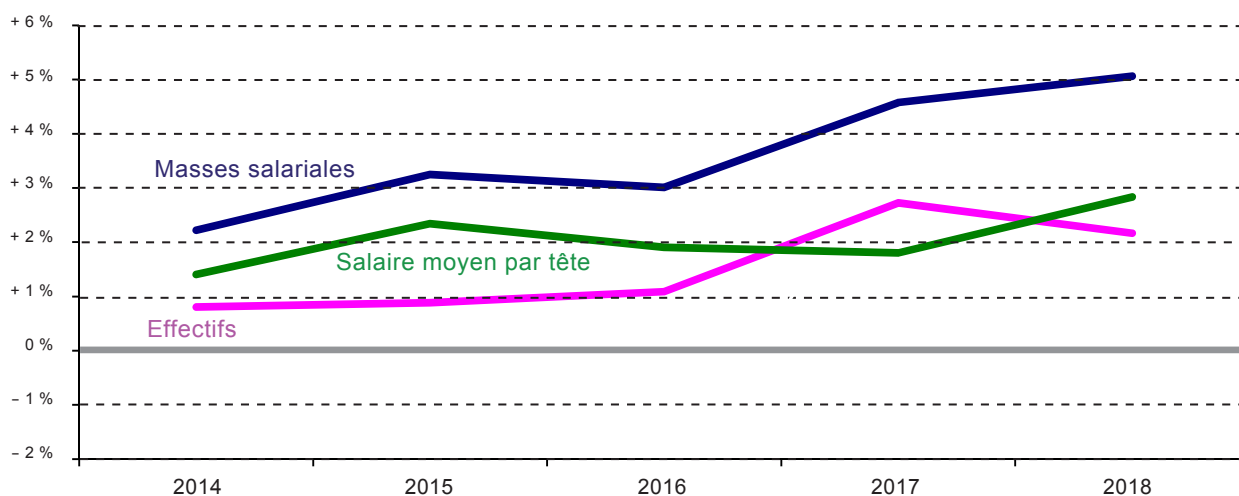
Zoom sur
les thèmes de l'emploi
et des exonérations

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	62 754,2	+ 2,2 %	+ 3,2 %	+ 3,0 %	+ 4,6 %	+ 5,1 %	+ 19,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	1 455,2	+ 0,8 %	+ 0,9 %	+ 1,1 %	+ 2,7 %	+ 2,2 %	+ 7,9 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 594	+ 1,4 %	+ 2,3 %	+ 1,9 %	+ 1,8 %	+ 2,8 %	+ 10,7 %
Établissements	159 994	+ 0,4 %	+ 0,5 %	+ 0,6 %	+ 0,5 %	+ 1,0 %	+ 3,1 %

Source : Urssaf - Acoiss

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	21	+ 0,0 %	1,2	+ 4,5 %	91,7	+ 14,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 473	+ 3,3 %	12,7	+ 2,0 %	363,0	+ 3,7 %
CB	Habillement, textile et cuir	969	- 3,0 %	10,9	+ 0,4 %	496,5	+ 3,9 %
CC	Bois et papier	366	- 3,2 %	2,4	- 5,5 %	104,7	- 1,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	135	+ 4,7 %	3,2	- 3,0 %	219,1	- 3,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	34	+ 3,0 %	1,2	+ 3,1 %	97,4	+ 1,4 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	78	- 3,7 %	0,9	- 3,0 %	46,5	- 0,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	89	- 8,2 %	0,8	- 12,1 %	40,6	- 10,7 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	65	- 7,1 %	1,1	+ 10,1 %	62,2	+ 16,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	56	- 8,2 %	1,0	- 12,8 %	55,4	- 21,1 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	40	+ 5,3 %	0,2	- 1,5 %	13,2	- 3,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	26	+ 4,0 %	2,3	- 41,2 %	122,5	- 45,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	870	+ 0,2 %	6,5	+ 2,9 %	268,4	+ 4,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	135	+ 2,3 %	6,8	+ 0,9 %	433,1	+ 5,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	58	- 1,7 %	1,5	- 2,2 %	71,9	+ 6,6 %
FZ	Construction	6 442	+ 1,9 %	33,2	+ 4,4 %	1 032,1	+ 7,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	25 550	+ 0,1 %	175,5	+ 0,7 %	6 148,1	+ 4,6 %
HZ	Transports et entreposage	2 658	+ 2,7 %	73,2	- 1,8 %	2 878,6	+ 0,0 %
IZ	Hébergement et restauration	17 400	+ 2,3 %	161,5	+ 3,4 %	4 054,7	+ 6,9 %
JA	Édition et Audiovisuel	6 622	+ 2,0 %	68,5	- 1,5 %	3 858,3	+ 2,9 %
JB	Télécommunications	350	- 1,7 %	18,8	+ 11,6 %	920,2	+ 7,0 %
JC	Activités informatiques	5 706	+ 8,3 %	80,9	+ 9,3 %	4 734,2	+ 13,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	8 000	+ 1,8 %	136,1	+ 0,6 %	10 343,4	+ 3,2 %
LZ	Activités immobilières	6 765	+ 0,5 %	36,4	+ 0,8 %	1 680,4	+ 4,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	19 724	+ 3,7 %	155,1	+ 4,3 %	9 670,2	+ 7,0 %
MB	Recherche et développement	516	+ 3,2 %	10,4	+ 3,4 %	537,2	+ 7,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	3 803	+ 0,0 %	30,3	+ 2,4 %	1 572,5	+ 6,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	29 389	- 1,6 %	186,2	+ 2,8 %	5 530,2	+ 6,3 %
OZ	Administration publique	134	+ 2,3 %	17,4	- 2,6 %	735,8	- 1,4 %
PZ	Enseignement	2 855	+ 1,8 %	40,1	+ 5,7 %	1 115,6	+ 6,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	3 593	+ 0,4 %	27,6	+ 2,1 %	844,1	+ 4,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	1 952	+ 2,3 %	57,7	+ 3,1 %	1 369,8	+ 4,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	4 133	- 0,1 %	32,4	+ 0,5 %	1 215,5	+ 5,6 %
SZ	Autres activités de services	11 148	- 0,4 %	61,1	+ 0,4 %	2 027,1	+ 2,1 %
	Industrie	4 415	- 0,0 %	52,8	- 2,6 %	2 486,1	- 1,6 %
	Construction	6 442	+ 1,9 %	33,2	+ 4,4 %	1 032,1	+ 7,2 %
	Tertiaire	149 137	+ 1,0 %	1 369,2	+ 2,3 %	59 235,9	+ 5,3 %
	Dont Tertiaire hors intérim	147 976	+ 1,0 %	1 316,0	+ 2,2 %	57 617,3	+ 5,3 %
	Intérim	1 161	+ 0,4 %	53,1	+ 6,0 %	1 618,6	+ 8,1 %

Source : Urssaf - Acooss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	- 26,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	18,4	16,7	- 9,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	11,1	9,6	- 13,3 %
CC	Bois et papier	0,8	0,9	+ 18,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	1,1	1,1	- 1,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,3	+ 32,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,3	+ 15,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,2	0,2	- 0,8 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,4	+ 63,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 13,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,1	+ 19,7 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,5	+ 26,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	2,6	2,8	+ 10,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,9	1,0	+ 4,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,5	0,5	+ 1,5 %
FZ	Construction	33,5	31,5	- 6,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	155,8	158,1	+ 1,5 %
HZ	Transports et entreposage	122,8	115,2	- 6,2 %
IZ	Hébergement et restauration	702,3	737,1	+ 5,0 %
JA	Édition et audiovisuel	634,4	583,2	- 8,1 %
JB	Télécommunications	3,6	3,8	+ 4,6 %
JC	Activités informatiques	42,3	46,0	+ 8,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	39,3	41,3	+ 4,9 %
LZ	Activités immobilières	37,2	30,8	- 17,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	100,0	108,1	+ 8,1 %
MB	Recherche et développement	6,4	6,8	+ 7,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	165,3	162,6	- 1,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 048,5	2 176,5	+ 6,2 %
OZ	Administration publique	15,7	13,9	- 11,6 %
PZ	Enseignement	73,7	75,3	+ 2,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	47,4	49,9	+ 5,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	108,9	120,8	+ 10,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	406,7	414,9	+ 2,0 %
SZ	Autres activités de services	73,5	71,4	- 2,8 %
	Activités diverses et non classées	1,2	1,3	+ 2,7 %
	TOTAL	4 855,6	4 983,2	+ 2,6 %
	Industrie	37,0	34,6	- 6,5 %
	Construction	33,5	31,5	- 6,1 %
	Tertiaire	4 785,1	4 917,1	+ 2,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	3 165,0	3 170,7	+ 0,2 %
	Intérim	1 620,1	1 746,4	+ 7,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acof

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	- 23,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	7,4	8,3	+ 12,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	3,8	3,5	- 8,8 %
CC	Bois et papier	0,3	0,4	+ 34,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,6	0,6	+ 8,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,2	+ 71,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,1	+ 6,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,1	0,1	- 5,2 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,3	+ 76,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 0,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,0	0,1	+ 48,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,2	0,4	+ 66,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,6	1,7	+ 9,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,7	0,6	- 10,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,2	0,3	+ 25,6 %
FZ	Construction	19,5	19,1	- 2,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	60,9	62,8	+ 3,0 %
HZ	Transports et entreposage	17,7	18,7	+ 5,4 %
IZ	Hébergement et restauration	117,1	124,6	+ 6,4 %
JA	Édition et audiovisuel	13,1	14,6	+ 11,6 %
JB	Télécommunications	2,3	2,3	- 0,7 %
JC	Activités informatiques	26,7	30,3	+ 13,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	18,7	21,5	+ 15,4 %
LZ	Activités immobilières	11,5	10,2	- 11,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	43,0	48,9	+ 13,6 %
MB	Recherche et développement	1,5	1,6	+ 7,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	7,8	8,3	+ 6,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	38,5	40,4	+ 5,1 %
OZ	Administration publique	2,6	2,5	- 3,9 %
PZ	Enseignement	6,5	7,4	+ 14,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	6,7	7,5	+ 10,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	14,7	14,5	- 1,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	6,5	7,7	+ 18,2 %
SZ	Autres activités de services	18,1	17,0	- 6,2 %
	Activités diverses et non classées	0,4	0,3	- 7,5 %
	TOTAL	449,4	476,9	+ 6,1 %
	Industrie	15,6	16,9	+ 8,0 %
	Construction	19,5	19,1	- 2,2 %
	Tertiaire	414,3	440,9	+ 6,4 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	1 367,8
Jeunes entreprises innovantes	65,7
Déduction patronale heures supplémentaires	40,0
Contrat d'apprentissage secteur privé	31,9
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	22,2
Aide à domicile	15,7
Contrat d'apprentissage loi de 1979	14,6
Exo assurance chômage CDI moins de 26 ans	10,9
Contrat d'apprentissage secteur public	6,7
Maîtres et documentalistes enseignement privé	5,4
Autres	11,5
TOTAL DES EXONÉRATIONS	1 592,4

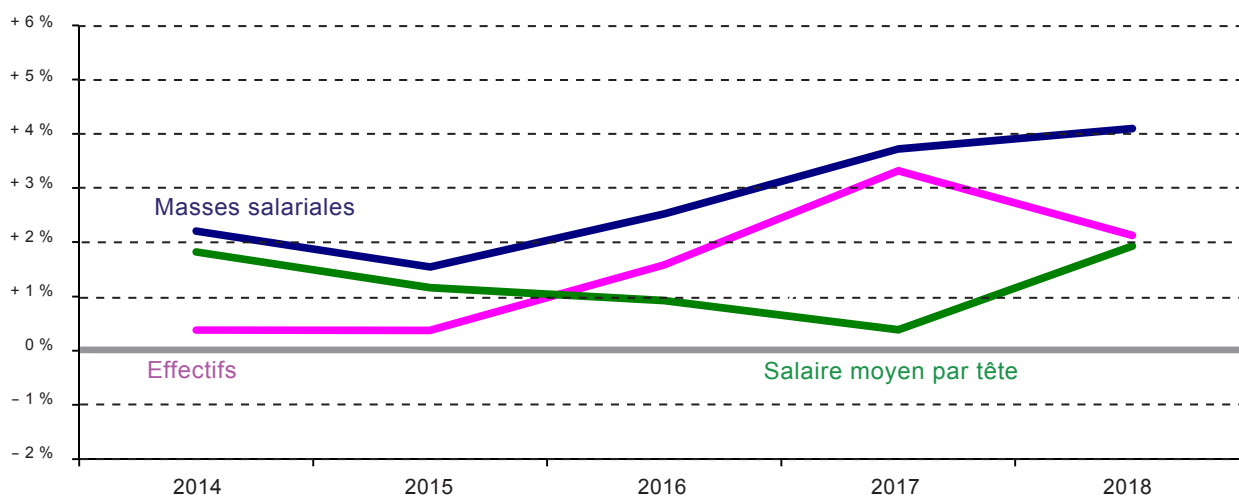
Source : Urssaf - Acoiss

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	11 169,4	+ 2,2 %	+ 1,5 %	+ 2,5 %	+ 3,7 %	+ 4,1 %	+ 14,9 %
Effectifs salariés (en milliers)	371,1	+ 0,4 %	+ 0,4 %	+ 1,6 %	+ 3,3 %	+ 2,1 %	+ 8,0 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 508	+ 1,8 %	+ 1,2 %	+ 0,9 %	+ 0,4 %	+ 1,9 %	+ 6,4 %
Établissements	31 704	+ 0,2 %	+ 0,7 %	+ 0,7 %	+ 1,4 %	+ 1,0 %	+ 4,1 %

Source : Urssaf - Acof

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acof

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	43	- 2,3 %	0,5	- 1,9 %	20,7	- 1,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	599	+ 1,2 %	6,1	- 0,5 %	225,9	- 0,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	38	- 2,6 %	0,3	- 1,3 %	10,4	+ 1,3 %
CC	Bois et papier	177	- 4,8 %	2,7	- 4,6 %	98,4	- 2,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage	3	+ 0,0 %	0,5	+ 0,9 %	28,3	+ 3,4 %
CE	Industrie chimique	56	- 1,8 %	2,3	+ 0,6 %	89,9	+ 2,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	9	+ 0,0 %	0,4	- 8,3 %	15,5	- 2,7 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	182	+ 0,6 %	4,4	+ 4,1 %	159,6	+ 5,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	348	- 1,4 %	6,2	+ 0,3 %	229,9	+ 2,2 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	57	- 1,7 %	1,7	+ 1,9 %	69,0	+ 2,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	57	+ 3,6 %	2,1	- 5,4 %	93,6	+ 4,1 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	124	- 3,1 %	2,4	+ 0,8 %	95,0	+ 2,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	48	- 5,9 %	6,1	+ 0,6 %	305,0	+ 2,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	425	+ 2,9 %	5,7	- 2,4 %	238,0	+ 1,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	30	- 14,3 %	2,7	- 3,1 %	143,6	- 0,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	148	+ 6,5 %	3,6	+ 2,4 %	112,7	+ 3,6 %
FZ	Construction	5 023	+ 1,9 %	36,0	+ 4,8 %	1 052,4	+ 6,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 397	+ 0,3 %	74,0	+ 0,9 %	2 323,5	+ 3,1 %
HZ	Transports et entreposage	1 685	+ 3,0 %	45,6	+ 3,3 %	1 373,5	+ 5,2 %
IZ	Hébergement et restauration	2 635	+ 1,1 %	22,5	+ 3,4 %	464,5	+ 5,4 %
JA	Édition et Audiovisuel	180	+ 9,1 %	1,6	- 0,4 %	74,1	+ 0,8 %
JB	Télécommunications	73	+ 4,3 %	1,7	- 5,5 %	58,5	- 3,8 %
JC	Activités informatiques	518	+ 8,4 %	2,4	+ 2,5 %	88,5	+ 6,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 373	+ 1,5 %	7,5	- 1,2 %	335,8	+ 2,2 %
LZ	Activités immobilières	891	- 0,7 %	4,1	- 4,1 %	127,6	- 2,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 956	+ 4,2 %	11,7	+ 3,1 %	476,8	+ 3,8 %
MB	Recherche et développement	22	- 4,3 %	1,0	+ 1,2 %	42,8	+ 2,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	433	- 0,2 %	2,7	+ 0,2 %	67,2	+ 2,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 059	+ 2,4 %	48,0	+ 6,8 %	1 091,6	+ 9,2 %
OZ	Administration publique	29	- 6,5 %	2,7	- 3,3 %	85,3	- 3,4 %
PZ	Enseignement	590	- 1,3 %	4,8	+ 0,4 %	143,7	+ 4,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 076	- 1,0 %	9,1	+ 0,3 %	263,5	+ 3,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	645	+ 3,9 %	19,7	+ 1,2 %	433,2	+ 3,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 223	- 2,4 %	20,9	- 0,2 %	585,3	+ 6,1 %
SZ	Autres activités de services	1 890	- 1,2 %	7,2	+ 0,9 %	146,3	+ 3,5 %
	Industrie	2 344	+ 0,0 %	47,8	- 0,4 %	1 935,5	+ 1,7 %
	Construction	5 023	+ 1,9 %	36,0	+ 4,8 %	1 052,4	+ 6,3 %
	Tertiaire	24 337	+ 0,9 %	287,3	+ 2,2 %	8 181,5	+ 4,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	23 999	+ 0,9 %	270,6	+ 2,2 %	7 769,0	+ 4,2 %
	Intérim	338	+ 6,3 %	16,7	+ 3,0 %	412,5	+ 7,4 %

Source : Urssaf - Acooss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	- 5,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	4,0	3,9	- 2,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,2	+ 56,1 %
CC	Bois et papier	0,8	0,8	- 1,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	- 3,1 %
CE	Industrie chimique	0,5	0,5	- 2,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,0	- 15,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	1,0	1,3	+ 30,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1,4	1,5	+ 8,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,4	+ 6,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,4	0,4	- 16,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,6	0,6	- 4,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,9	0,7	- 21,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,4	1,3	- 0,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,3	0,3	+ 11,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,3	1,2	- 3,0 %
FZ	Construction	19,1	19,9	+ 4,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	49,8	49,7	- 0,2 %
HZ	Transports et entreposage	43,8	34,4	- 21,6 %
IZ	Hébergement et restauration	67,0	70,7	+ 5,6 %
JA	Édition et audiovisuel	3,7	3,8	+ 1,0 %
JB	Télécommunications	0,4	0,3	- 12,6 %
JC	Activités informatiques	1,0	1,1	+ 11,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,8	2,7	- 2,6 %
LZ	Activités immobilières	3,1	3,0	- 2,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,8	6,4	+ 10,2 %
MB	Recherche et développement	0,3	0,3	- 3,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,6	10,0	+514,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	537,8	568,7	+ 5,8 %
OZ	Administration publique	12,0	12,8	+ 6,6 %
PZ	Enseignement	5,7	5,7	- 0,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	26,8	28,7	+ 7,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	60,4	62,6	+ 3,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	67,9	66,8	- 1,7 %
SZ	Autres activités de services	13,8	13,6	- 0,9 %
	Activités diverses et non classées	0,1	0,1	- 37,5 %
	TOTAL	936,3	974,8	+ 4,1 %
	Industrie	13,1	13,2	+ 0,4 %
	Construction	19,1	19,9	+ 4,4 %
	Tertiaire	904,0	941,7	+ 4,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	399,0	412,7	+ 3,4 %
	Intérim	505,0	529,0	+ 4,7 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acof

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 12,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,5	1,8	+ 17,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	+ 0,0 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 14,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 9,1 %
CE	Industrie chimique	0,1	0,2	+ 25,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	+ 7,1 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,4	- 4,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,7	0,8	+ 11,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,2	+ 15,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 2,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,4	- 2,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,7	0,5	- 34,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	0,8	+ 7,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,2	- 1,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,9	0,8	- 15,8 %
FZ	Construction	10,5	11,6	+ 11,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	18,5	19,2	+ 4,1 %
HZ	Transports et entreposage	8,5	9,4	+ 11,5 %
IZ	Hébergement et restauration	13,6	14,9	+ 9,6 %
JA	Édition et audiovisuel	0,2	0,3	+ 6,3 %
JB	Télécommunications	0,2	0,2	- 24,6 %
JC	Activités informatiques	0,5	0,7	+ 33,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	0,9	0,9	+ 8,1 %
LZ	Activités immobilières	1,1	0,9	- 17,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3,0	3,2	+ 6,7 %
MB	Recherche et développement	0,1	0,1	+ 17,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,6	0,7	+ 13,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	7,3	10,7	+ 47,1 %
OZ	Administration publique	0,5	0,6	+ 2,0 %
PZ	Enseignement	0,8	0,8	- 0,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,7	1,7	- 2,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,9	4,2	+ 8,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	3,2	3,0	- 6,0 %
SZ	Autres activités de services	2,1	2,0	- 3,0 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 46,5 %
	TOTAL	83,7	91,6	+ 9,5 %
	Industrie	6,5	6,5	+ 0,4 %
	Construction	10,5	11,6	+ 11,1 %
	Tertiaire	66,7	73,5	+ 10,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

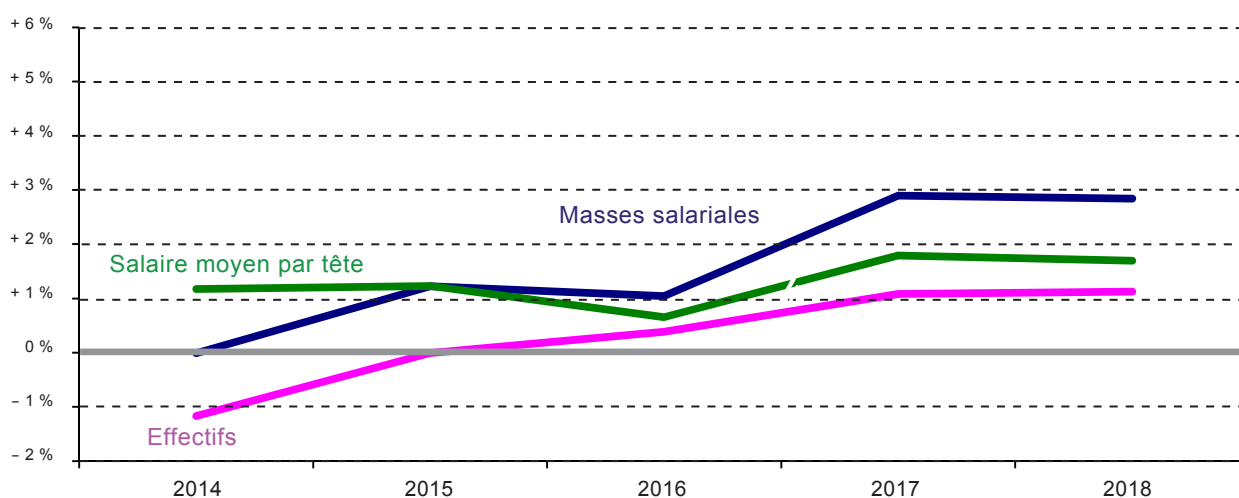
Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	504,0
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	10,3
Contrat d'apprentissage secteur privé	10,1
Aide à domicile	9,9
Déduction patronale heures supplémentaires	7,2
Contrat d'apprentissage loi de 1979	7,1
Exo assurance chômage CDI moins de 26 ans	1,4
Exonérations contrats aidés atelier insertion	1,2
Exonérations 100 % associations intermédiaires	0,9
Exonérations sur compte épargne temps	0,9
Autres	2,7
TOTAL DES EXONÉRATIONS	555,7

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	15 570,3	- 0,0 %	+ 1,2 %	+ 1,0 %	+ 2,9 %	+ 2,8 %	+ 8,2 %
Effectifs salariés (en milliers)	412,0	- 1,2 %	- 0,0 %	+ 0,4 %	+ 1,1 %	+ 1,1 %	+ 1,4 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 149	+ 1,2 %	+ 1,2 %	+ 0,7 %	+ 1,8 %	+ 1,7 %	+ 6,7 %
Établissements	33 442	+ 0,0 %	+ 0,7 %	+ 0,7 %	+ 0,6 %	+ 1,2 %	+ 3,2 %

Source : Urssaf - Acoiss

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	10	+ 0,0 %	0,1	+ 16,0 %	4,5	+ 30,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	539	- 1,1 %	3,8	- 1,6 %	99,3	- 0,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	28	+ 0,0 %	0,1	- 0,6 %	2,1	+ 0,0 %
CC	Bois et papier	98	- 3,9 %	0,6	- 3,0 %	21,0	- 3,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	27	- 3,6 %	1,4	+ 25,2 %	64,1	+ 24,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	13	+ 0,0 %	0,8	+ 0,7 %	37,2	+ 5,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	91	+ 8,3 %	2,2	+ 1,9 %	99,7	- 2,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	207	- 4,2 %	3,6	- 0,8 %	150,9	+ 1,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	85	- 6,6 %	9,6	+ 0,8 %	612,8	+ 5,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	38	+ 5,6 %	0,9	- 4,4 %	56,9	+ 0,3 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	74	- 6,3 %	4,1	- 0,4 %	240,8	+ 2,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	63	+ 8,6 %	34,5	+ 4,5 %	1 987,3	+ 7,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	297	+ 2,8 %	7,4	- 1,5 %	368,4	+ 1,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz,,,	33	- 5,7 %	2,2	- 8,0 %	112,6	- 8,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	118	+ 12,4 %	4,4	+ 4,8 %	148,8	+ 4,8 %
FZ	Construction	3 857	+ 3,6 %	37,7	+ 0,9 %	1 378,5	+ 3,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 344	- 0,1 %	70,2	- 0,8 %	2 533,0	+ 0,2 %
HZ	Transports et entreposage	1 041	+ 1,3 %	20,2	+ 0,6 %	605,2	+ 2,1 %
IZ	Hébergement et restauration	2 864	+ 2,0 %	21,6	+ 2,1 %	505,6	+ 4,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	369	+ 11,5 %	5,3	+ 0,9 %	323,3	+ 5,2 %
JB	Télécommunications	76	+ 8,6 %	2,5	- 4,2 %	120,3	- 3,0 %
JC	Activités informatiques	997	+ 9,8 %	11,0	+ 3,2 %	537,1	+ 4,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 585	+ 0,8 %	13,1	+ 2,5 %	607,1	+ 5,8 %
LZ	Activités immobilières	1 109	- 1,3 %	4,8	- 3,8 %	168,1	- 1,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3 260	+ 6,6 %	38,0	+ 2,7 %	1 857,4	+ 5,2 %
MB	Recherche et développement	52	+ 4,0 %	2,2	+ 7,0 %	131,9	+ 4,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	546	+ 0,9 %	7,5	+ 4,1 %	224,1	+ 2,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 660	- 2,6 %	42,0	+ 1,9 %	990,6	+ 1,1 %
OZ	Administration publique	29	- 3,3 %	2,7	- 4,0 %	94,4	- 2,6 %
PZ	Enseignement	716	- 1,6 %	8,5	+ 0,9 %	220,9	+ 2,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 201	- 2,4 %	9,3	+ 0,1 %	266,5	+ 1,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	837	+ 3,8 %	23,6	+ 1,0 %	465,4	+ 2,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 157	- 1,3 %	6,0	- 0,6 %	335,3	- 11,2 %
SZ	Autres activités de services	2 221	- 1,4 %	10,0	- 1,3 %	199,2	+ 2,1 %
	Industrie	1 721	+ 0,1 %	75,8	+ 2,2 %	4 006,4	+ 4,9 %
	Construction	3 857	+ 3,6 %	37,7	+ 0,9 %	1 378,5	+ 3,2 %
	Tertiaire	27 864	+ 1,0 %	298,5	+ 0,9 %	10 185,4	+ 2,0 %
	Dont Tertiaire hors intérim	27 664	+ 1,0 %	287,4	+ 0,9 %	9 899,8	+ 2,1 %
	Intérim	200	+ 0,5 %	11,1	+ 1,7 %	285,6	+ 0,8 %

Source : Urssaf - Acoiss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 31,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,1	3,3	+ 4,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	- 3,9 %
CC	Bois et papier	0,1	0,2	+ 51,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,3	+ 15,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	- 13,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,5	+ 20,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,9	0,9	+ 1,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,5	1,5	+ 2,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 10,3 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,8	0,9	+ 11,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	3,3	3,1	- 7,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,5	1,5	- 4,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,2	- 14,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,5	2,0	+ 30,4 %
FZ	Construction	16,1	16,4	+ 2,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	48,2	47,5	- 1,5 %
HZ	Transports et entreposage	12,7	11,4	- 10,8 %
IZ	Hébergement et restauration	65,9	73,2	+ 11,1 %
JA	Édition et audiovisuel	9,0	11,4	+ 27,6 %
JB	Télécommunications	0,4	0,4	+ 11,7 %
JC	Activités informatiques	4,1	4,2	+ 2,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	3,7	3,7	+ 1,7 %
LZ	Activités immobilières	2,2	2,5	+ 12,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	14,4	15,8	+ 9,3 %
MB	Recherche et développement	0,9	1,0	+ 12,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	39,3	33,6	- 14,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	302,5	311,6	+ 3,0 %
OZ	Administration publique	14,4	13,9	- 3,4 %
PZ	Enseignement	12,7	11,8	- 7,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	27,1	31,1	+ 15,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	90,6	89,6	- 1,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	35,1	36,0	+ 2,4 %
SZ	Autres activités de services	16,3	16,4	+ 0,7 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 30,6 %
	TOTAL	729,7	746,1	+ 2,3 %
	Industrie	14,1	14,7	+ 4,2 %
	Construction	16,1	16,4	+ 2,0 %
	Tertiaire	699,5	715,0	+ 2,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	442,9	450,6	+ 1,7 %
	Intérim	256,5	264,4	+ 3,1 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acof

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 27,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,7	1,8	+ 7,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	- 34,3 %
CC	Bois et papier	0,1	0,1	+ 77,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	- 3,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	- 25,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,3	+ 26,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	+ 0,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,0	1,0	+ 8,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 16,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,5	0,6	+ 19,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	2,1	2,0	- 6,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,9	1,0	+ 5,3 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,1	- 11,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,6	0,9	+ 41,2 %
FZ	Construction	9,4	10,2	+ 8,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	18,3	18,8	+ 2,4 %
HZ	Transports et entreposage	4,7	4,2	- 12,3 %
IZ	Hébergement et restauration	13,4	14,6	+ 9,6 %
JA	Édition et audiovisuel	0,7	1,1	+ 50,1 %
JB	Télécommunications	0,2	0,2	+ 17,3 %
JC	Activités informatiques	2,4	2,8	+ 14,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,4	1,7	+ 20,3 %
LZ	Activités immobilières	1,1	1,2	+ 5,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	9,5	10,9	+ 14,7 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,3	+ 59,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,2	1,5	+ 27,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	9,6	9,4	- 2,0 %
OZ	Administration publique	0,7	0,5	- 19,6 %
PZ	Enseignement	1,4	1,4	- 3,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,7	1,8	+ 6,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	5,4	4,9	- 9,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,4	1,9	+ 35,3 %
SZ	Autres activités de services	2,7	2,9	+ 5,2 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 0,0 %
	TOTAL	93,4	98,6	+ 5,6 %
	Industrie	8,0	8,5	+ 6,7 %
	Construction	9,4	10,2	+ 8,4 %
	Tertiaire	76,0	80,0	+ 5,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	400,1
Contrat d'apprentissage secteur privé	18,4
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	8,7
Aide à domicile	8,2
Maîtres et documentalistes enseignement privé	7,4
Déduction patronale heures supplémentaires	7,3
Contrat d'apprentissage loi de 1979	7,0
Jeunes entreprises innovantes	4,4
Contrat d'apprentissage secteur public	4,2
Exonérations sur compte épargne temps	2,6
Autres	4,1
TOTAL DES EXONÉRATIONS	472,5

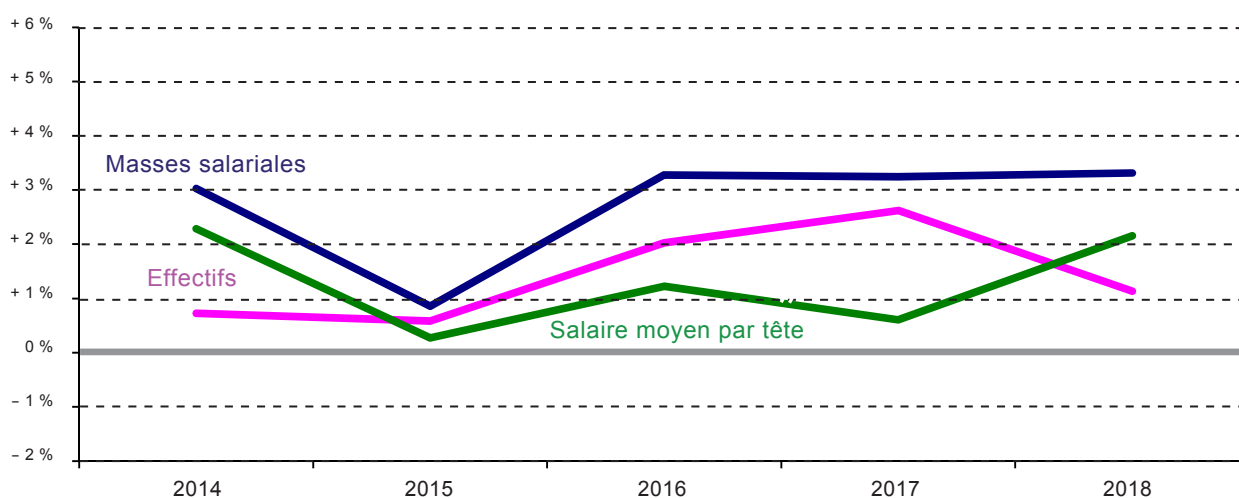
Source : Urssaf - Acofs

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	12 422,8	+ 3,0 %	+ 0,9 %	+ 3,3 %	+ 3,2 %	+ 3,3 %	+ 14,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	357,0	+ 0,7 %	+ 0,6 %	+ 2,0 %	+ 2,6 %	+ 1,1 %	+ 7,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 900	+ 2,3 %	+ 0,3 %	+ 1,2 %	+ 0,6 %	+ 2,2 %	+ 6,7 %
Établissements	28 402	+ 0,6 %	+ 1,0 %	+ 1,4 %	+ 1,3 %	+ 1,7 %	+ 6,1 %

Source : Urssaf - Acoiss

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	8	+ 14,3 %	0,1	+ 6,4 %	4,7	+ 9,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	468	+ 2,6 %	4,5	+ 2,9 %	137,8	+ 2,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	23	- 11,5 %	0,2	- 1,4 %	7,7	+ 2,9 %
CC	Bois et papier	153	- 3,8 %	2,3	- 5,3 %	78,4	- 4,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	36	+ 5,9 %	1,1	- 0,6 %	53,4	+ 3,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	6	+ 0,0 %	1,6	+ 0,3 %	82,6	+ 4,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	89	+ 2,3 %	2,7	+ 2,6 %	110,8	+ 3,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	210	- 1,4 %	2,7	- 0,8 %	101,4	+ 0,3 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	125	- 0,8 %	9,7	+ 0,7 %	565,4	+ 3,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	46	- 2,1 %	1,8	- 3,0 %	100,1	+ 0,3 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	85	- 4,5 %	1,6	- 2,4 %	76,5	- 4,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	26	+ 13,0 %	4,6	+ 0,1 %	250,3	+ 2,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	291	- 2,7 %	3,4	+ 0,5 %	144,4	+ 0,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	22	- 15,4 %	1,8	- 7,5 %	107,3	- 5,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	109	- 3,5 %	3,6	+ 1,2 %	114,8	+ 4,3 %
FZ	Construction	4 466	+ 3,9 %	34,0	+ 5,2 %	1 035,2	+ 6,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	6 209	+ 0,0 %	65,8	- 0,4 %	2 491,7	+ 2,4 %
HZ	Transports et entreposage	1 423	+ 5,2 %	35,0	+ 2,4 %	1 097,1	+ 4,2 %
IZ	Hébergement et restauration	2 228	+ 2,0 %	15,4	+ 3,4 %	308,3	+ 4,1 %
JA	Édition et Audiovisuel	221	+ 1,8 %	1,8	+ 0,7 %	93,5	+ 3,2 %
JB	Télécommunications	68	- 2,9 %	5,5	+ 1,7 %	387,0	+ 10,5 %
JC	Activités informatiques	694	+ 12,5 %	5,6	+ 4,2 %	275,1	+ 10,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 205	- 0,5 %	8,9	- 0,1 %	412,4	+ 0,1 %
LZ	Activités immobilières	781	+ 4,1 %	3,1	+ 0,2 %	100,5	+ 0,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 019	+ 3,3 %	20,9	+ 1,4 %	1 001,0	+ 3,8 %
MB	Recherche et développement	126	+ 9,6 %	13,6	- 0,4 %	749,6	+ 0,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	429	+ 4,1 %	2,5	+ 2,1 %	70,1	+ 6,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 030	+ 2,0 %	53,6	+ 1,3 %	1 277,8	+ 4,4 %
OZ	Administration publique	26	- 10,3 %	2,3	- 2,3 %	75,0	- 2,4 %
PZ	Enseignement	511	+ 0,0 %	4,5	+ 0,3 %	104,1	+ 1,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	938	+ 0,2 %	9,8	+ 0,7 %	283,9	+ 2,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	638	+ 1,6 %	20,0	+ 0,2 %	439,8	+ 1,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 122	- 1,8 %	5,7	+ 0,7 %	132,4	+ 4,9 %
SZ	Autres activités de services	1 783	- 1,3 %	7,4	- 1,5 %	152,6	- 0,6 %
	Industrie	1 697	- 0,8 %	41,6	- 0,1 %	1 935,6	+ 1,7 %
	Construction	4 466	+ 3,9 %	34,0	+ 5,2 %	1 035,2	+ 6,9 %
	Tertiaire	22 239	+ 1,4 %	281,4	+ 0,8 %	9 452,1	+ 3,3 %
	Dont Tertiaire hors intérim	22 027	+ 1,4 %	269,5	+ 0,6 %	9 164,7	+ 3,1 %
	Intérim	212	+ 1,4 %	11,9	+ 6,2 %	287,4	+ 8,5 %

Source : Urssaf - Acooss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 2,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,4	2,7	+ 10,7 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 10,4 %
CC	Bois et papier	0,5	0,5	- 4,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,2	- 10,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,3	0,2	- 4,7 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,6	0,6	+ 2,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,8	0,8	+ 0,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,5	1,8	+ 16,6 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,3	- 4,4 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,4	+ 3,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,6	0,6	- 2,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,0	1,0	+ 5,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 8,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,4	1,5	+ 6,0 %
FZ	Construction	20,0	20,1	+ 0,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	37,8	38,7	+ 2,5 %
HZ	Transports et entreposage	24,6	24,8	+ 0,4 %
IZ	Hébergement et restauration	53,3	48,5	- 9,0 %
JA	Édition et audiovisuel	3,8	5,2	+ 34,0 %
JB	Télécommunications	0,5	0,7	+ 41,6 %
JC	Activités informatiques	1,8	1,8	- 0,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,7	2,6	- 5,6 %
LZ	Activités immobilières	1,2	1,3	+ 1,9 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	8,8	9,3	+ 5,1 %
MB	Recherche et développement	2,7	2,8	+ 2,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,8	1,8	- 1,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	493,5	519,6	+ 5,3 %
OZ	Administration publique	17,6	16,4	- 7,3 %
PZ	Enseignement	7,4	7,1	- 3,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	33,4	33,0	- 1,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	57,3	60,2	+ 5,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	54,8	59,7	+ 9,0 %
SZ	Autres activités de services	8,6	7,8	- 8,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 14,3 %
	TOTAL	842,2	872,2	+ 3,6 %
	Industrie	10,4	11,0	+ 5,7 %
	Construction	20,0	20,1	+ 0,6 %
	Tertiaire	811,9	841,1	+ 3,6 %
	Dont Tertiaire hors intérim	397,5	393,2	- 1,1 %
	Intérim	414,4	448,0	+ 8,1 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acof

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 0,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,3	1,5	+ 12,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	+ 9,1 %
CC	Bois et papier	0,3	0,3	+ 0,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	- 22,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 3,1 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,3	+ 12,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,4	+ 14,3 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,0	1,1	+ 13,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,1	- 22,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	- 3,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,4	- 13,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,5	0,6	+ 21,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,0	- 34,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,7	0,8	+ 8,4 %
FZ	Construction	11,4	12,2	+ 7,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	16,0	17,3	+ 8,2 %
HZ	Transports et entreposage	7,8	8,9	+ 15,4 %
IZ	Hébergement et restauration	10,9	10,6	- 2,5 %
JA	Édition et audiovisuel	0,3	0,4	+ 16,4 %
JB	Télécommunications	0,3	0,6	+ 69,9 %
JC	Activités informatiques	1,3	1,4	+ 3,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,0	1,1	+ 4,5 %
LZ	Activités immobilières	0,7	0,8	+ 16,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	4,8	5,4	+ 11,5 %
MB	Recherche et développement	0,7	0,9	+ 23,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	0,9	+ 14,1 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	11,5	10,8	- 5,5 %
OZ	Administration publique	0,6	0,5	- 9,0 %
PZ	Enseignement	0,9	0,9	+ 3,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,7	2,0	+ 16,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,7	4,1	+ 10,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,4	1,7	+ 23,8 %
SZ	Autres activités de services	2,0	2,0	- 2,2 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 40,0 %
	TOTAL	83,3	88,4	+ 6,1 %
	Industrie	5,6	6,0	+ 7,1 %
	Construction	11,4	12,2	+ 7,3 %
	Tertiaire	66,3	70,2	+ 5,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	411,2
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	12,0
Contrat d'apprentissage secteur privé	8,9
Aide à domicile	7,5
Déduction patronale heures supplémentaires	6,3
Jeunes entreprises innovantes	5,5
Contrat d'apprentissage loi de 1979	5,5
Exonérations sur compte épargne temps	2,1
Exo assurance chômage CDI moins de 26 ans	1,5
Exonérations contrats aidés atelier insertion	1,2
Autres	3,3
TOTAL DES EXONÉRATIONS	465,0

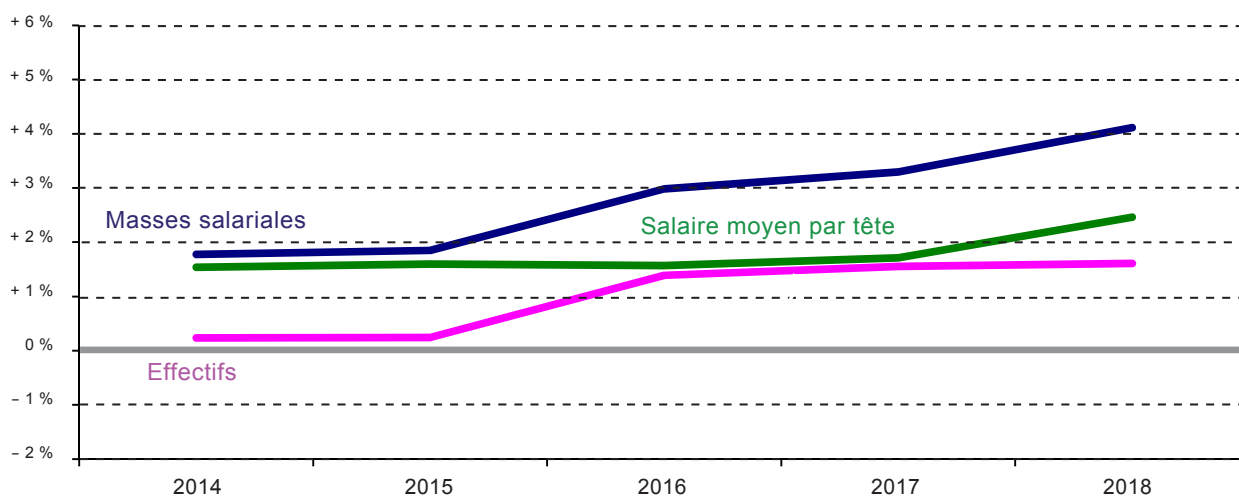
Source : Urssaf - Acoiss

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	47 867,2	+ 1,8 %	+ 1,8 %	+ 3,0 %	+ 3,3 %	+ 4,1 %	+ 14,8 %
Effectifs salarié (en milliers)	938,3	+ 0,2 %	+ 0,2 %	+ 1,4 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %	+ 5,1 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	4 251	+ 1,5 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %	+ 1,7 %	+ 2,5 %	+ 9,2 %
Établissements	50 478	+ 0,3 %	+ 0,9 %	+ 1,0 %	+ 0,8 %	+ 1,7 %	+ 4,8 %

Source : Urssaf - Acoiss

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	7	- 12,5 %	0,1	- 11,9 %	7,6	+ 1,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	667	+ 2,3 %	8,8	- 2,1 %	357,8	- 2,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	77	- 2,5 %	1,1	+ 1,4 %	46,3	+ 8,0 %
CC	Bois et papier	150	- 7,4 %	1,7	- 7,6 %	101,5	- 11,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	8	+ 0,0 %	0,6	- 5,0 %	36,6	- 4,2 %
CE	Industrie chimique	76	- 5,0 %	9,9	- 0,4 %	735,1	+ 2,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	50	- 7,4 %	8,6	- 5,4 %	657,5	- 3,5 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	94	- 3,1 %	2,6	- 3,2 %	184,7	- 3,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	68	- 11,7 %	3,1	- 4,4 %	180,0	- 0,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	74	- 5,1 %	8,1	- 2,7 %	566,5	+ 1,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	48	+ 2,1 %	3,4	+ 1,2 %	275,7	+ 7,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	58	- 7,9 %	1,8	- 0,8 %	119,2	+ 1,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	37	- 2,6 %	13,6	- 4,6 %	982,0	+ 2,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	238	- 3,3 %	3,6	- 2,3 %	203,6	- 2,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	117	- 2,5 %	19,6	- 0,4 %	1 292,0	+ 1,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	108	- 0,9 %	6,3	+ 3,2 %	264,0	+ 4,9 %
FZ	Construction	3 416	+ 5,5 %	39,8	+ 3,3 %	1 610,5	+ 6,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	8 279	+ 0,8 %	107,4	+ 0,3 %	5 450,0	+ 1,3 %
HZ	Transports et entreposage	1 563	- 1,7 %	37,3	- 0,3 %	1 419,2	+ 1,9 %
IZ	Hébergement et restauration	4 664	+ 1,9 %	37,1	+ 2,0 %	860,7	+ 3,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	1 675	+ 1,5 %	42,5	- 1,9 %	2 621,7	+ 2,1 %
JB	Télécommunications	215	+ 5,4 %	12,4	+ 4,8 %	784,6	+ 5,5 %
JC	Activités informatiques	2 783	+ 8,4 %	92,7	+ 5,9 %	5 124,9	+ 8,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2 643	+ 1,5 %	90,2	+ 0,5 %	6 295,3	+ 2,9 %
LZ	Activités immobilières	1 758	- 2,0 %	13,8	+ 3,9 %	588,8	+ 6,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6 049	+ 5,4 %	137,6	+ 3,5 %	9 192,2	+ 7,3 %
MB	Recherche et développement	101	+ 1,0 %	9,7	+ 2,3 %	606,8	+ 6,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1 477	+ 0,7 %	35,6	+ 0,6 %	1 904,5	+ 4,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	6 601	- 1,1 %	99,6	+ 3,1 %	2 943,6	+ 5,5 %
OZ	Administration publique	40	- 7,0 %	4,0	- 10,8 %	148,2	- 9,4 %
PZ	Enseignement	913	+ 0,2 %	13,2	+ 0,3 %	359,1	+ 1,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 516	- 0,7 %	19,1	+ 1,0 %	637,3	+ 3,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	1 078	+ 5,7 %	27,8	+ 3,4 %	574,9	+ 3,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 245	+ 1,1 %	10,0	- 2,6 %	337,3	+ 1,9 %
SZ	Autres activités de services	2 783	+ 0,8 %	15,2	+ 0,8 %	397,3	+ 0,5 %
	Industrie	1 877	- 2,1 %	93,2	- 2,1 %	6 010,2	+ 0,8 %
	Construction	3 416	+ 5,5 %	39,8	+ 3,3 %	1 610,5	+ 6,3 %
	Tertiaire	45 185	+ 1,6 %	805,3	+ 2,0 %	40 246,5	+ 4,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	44 987	+ 1,6 %	793,7	+ 1,9 %	39 908,3	+ 4,5 %
	Intérim	198	+ 3,1 %	11,7	+ 10,4 %	338,2	+ 13,9 %

Source : Urssaf - Acooss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 21,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	5,8	5,6	- 3,7 %
CB	Habillement, textile et cuir	1,2	1,0	- 19,4 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 11,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	- 5,8 %
CE	Industrie chimique	2,4	2,7	+ 15,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,1	1,2	+ 12,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,5	0,5	+ 2,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,6	0,5	- 14,3 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,1	1,3	+ 14,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,5	0,7	+ 32,4 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,5	+ 17,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,7	1,9	+ 7,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,0	1,2	+ 14,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2,5	2,4	- 1,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,8	1,9	+ 6,8 %
FZ	Construction	17,1	17,6	+ 3,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	55,4	57,5	+ 3,8 %
HZ	Transports et entreposage	31,3	28,4	- 9,3 %
IZ	Hébergement et restauration	145,0	151,2	+ 4,2 %
JA	Édition et audiovisuel	343,8	337,4	- 1,8 %
JB	Télécommunications	2,7	2,9	+ 7,4 %
JC	Activités informatiques	34,7	39,4	+ 13,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	22,2	22,6	+ 1,8 %
LZ	Activités immobilières	4,8	5,2	+ 8,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	92,7	80,4	- 13,3 %
MB	Recherche et développement	1,7	2,1	+ 22,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	314,7	292,6	- 7,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	600,3	603,8	+ 0,6 %
OZ	Administration publique	12,3	11,1	- 10,2 %
PZ	Enseignement	23,7	23,9	+ 0,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	29,9	40,1	+ 34,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	82,7	85,8	+ 3,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	88,3	92,7	+ 4,9 %
SZ	Autres activités de services	16,1	15,1	- 5,9 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 76,9 %
	TOTAL	1 940,6	1 931,6	- 0,5 %
	Industrie	21,0	21,7	+ 3,4 %
	Construction	17,1	17,6	+ 3,0 %
	Tertiaire	1 902,5	1 892,2	- 0,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	1 464,4	1 481,2	+ 1,1 %
	Intérim	438,1	411,0	- 6,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acof

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 25,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,2	3,3	+ 4,7 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,1	- 37,9 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 4,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 65,4 %
CE	Industrie chimique	1,2	1,4	+ 17,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,7	0,8	+ 14,6 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 5,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,3	- 17,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,8	0,9	+ 19,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,5	+ 54,6 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,3	+ 20,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,2	1,3	+ 12,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,5	0,7	+ 44,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	1,3	1,4	+ 7,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,9	1,1	+ 13,4 %
FZ	Construction	10,1	10,8	+ 6,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	24,3	25,9	+ 6,5 %
HZ	Transports et entreposage	13,8	12,3	- 10,6 %
IZ	Hébergement et restauration	22,7	23,8	+ 4,9 %
JA	Édition et audiovisuel	5,6	5,9	+ 4,6 %
JB	Télécommunications	1,6	2,0	+ 23,3 %
JC	Activités informatiques	28,1	31,7	+ 13,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	10,6	11,0	+ 4,0 %
LZ	Activités immobilières	2,4	2,8	+ 17,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	34,4	37,1	+ 7,8 %
MB	Recherche et développement	0,9	1,4	+ 47,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	6,7	7,1	+ 5,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	20,7	23,0	+ 11,2 %
OZ	Administration publique	1,2	0,7	- 37,5 %
PZ	Enseignement	2,5	2,8	+ 11,1 %
QA	Activités pour la santé humaine	3,6	4,5	+ 25,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	8,3	8,5	+ 2,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,7	1,8	+ 3,8 %
SZ	Autres activités de services	4,4	4,5	+ 0,5 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	-
	TOTAL	215,1	230,3	+ 7,1 %
	Industrie	11,4	12,7	+ 11,3 %
	Construction	10,1	10,8	+ 6,8 %
	Tertiaire	193,6	206,8	+ 6,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	630,7
Contrat d'apprentissage secteur privé	34,0
Jeunes entreprises innovantes	15,4
Aide à domicile	11,4
Exonérations sur compte épargne temps	11,0
Déduction patronale heures supplémentaires	10,5
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	6,5
Exo assurance chômage CDI moins de 26 ans	4,9
Contrat d'apprentissage loi de 1979	3,7
Exonérations armement maritime	2,4
Autres	5,3
TOTAL DES EXONÉRATIONS	735,8

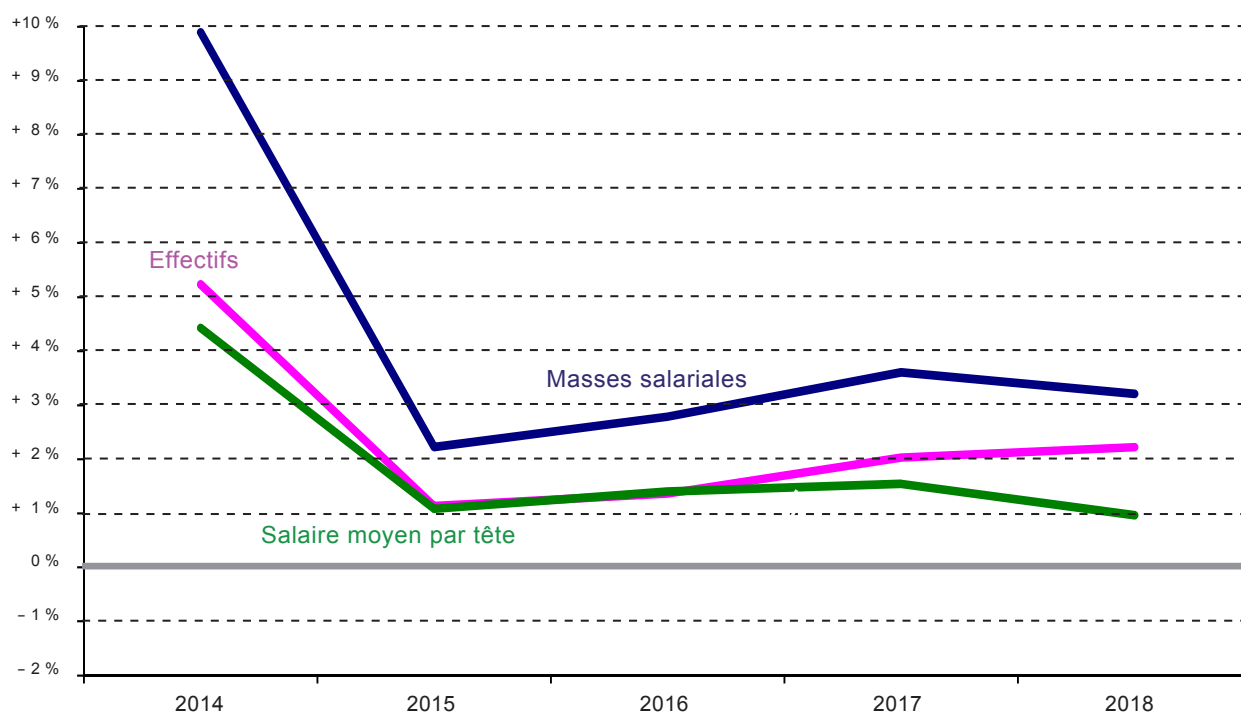
Source : Urssaf - Acoiss

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	17 727,5	+ 9,9 %	+ 2,2 %	+ 2,8 %	+ 3,6 %	+ 3,2 %	+ 23,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	500,4	+ 5,2 %	+ 1,1 %	+ 1,4 %	+ 2,0 %	+ 2,2 %	+ 12,5 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 952	+ 4,4 %	+ 1,1 %	+ 1,4 %	+ 1,5 %	+ 1,0 %	+ 9,7 %
Établissements	41 051	+ 1,1 %	+ 2,2 %	+ 1,6 %	+ 0,7 %	+ 2,9 %	+ 8,8 %

Source : Urssaf - Acoff

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoff

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	2	+ 0,0 %	0,0	- 40,8 %	1,9	- 36,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	674	+ 1,5 %	4,8	+ 3,7 %	107,4	+ 4,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	269	+ 3,1 %	3,7	- 0,0 %	121,1	+ 1,8 %
CC	Bois et papier	161	- 5,3 %	2,1	- 4,5 %	83,2	- 2,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	+ 3,7 %	10,6	+ 4,9 %
CE	Industrie chimique	40	+ 11,1 %	2,5	+ 2,3 %	135,6	+ 3,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	3	- 25,0 %	0,5	- 0,6 %	22,1	- 1,6 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	89	+ 1,1 %	1,3	- 1,1 %	59,9	+ 0,9 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	176	- 5,9 %	2,6	- 2,3 %	123,0	+ 5,7 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	42	+ 10,5 %	0,4	+ 2,3 %	16,0	+ 3,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	34	- 10,5 %	0,7	+ 7,7 %	26,4	+ 1,0 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	69	+ 3,0 %	1,8	- 1,5 %	79,2	- 1,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	23	- 11,5 %	4,2	+ 0,4 %	270,6	+ 2,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	286	+ 2,9 %	3,4	+ 4,8 %	145,7	+ 5,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	54	- 5,3 %	6,3	- 4,7 %	419,2	- 1,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	143	+ 1,4 %	4,1	+ 2,2 %	153,1	+ 4,7 %
FZ	Construction	7 690	+ 5,9 %	50,4	+ 6,2 %	1 247,6	+ 6,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	9 291	+ 1,0 %	80,5	- 1,2 %	2 742,2	- 0,2 %
HZ	Transports et entreposage	3 150	+ 6,6 %	85,8	+ 3,2 %	3 803,9	+ 7,1 %
IZ	Hébergement et restauration	3 613	+ 5,6 %	23,4	+ 3,7 %	480,7	+ 4,8 %
JA	Édition et Audiovisuel	620	+ 3,2 %	7,5	- 2,4 %	379,0	+ 0,4 %
JB	Télécommunications	197	+ 5,9 %	7,5	- 21,7 %	469,4	- 22,0 %
JC	Activités informatiques	773	+ 10,4 %	12,7	+ 4,0 %	638,6	+ 4,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 190	+ 0,3 %	24,2	- 1,3 %	1 283,5	+ 2,0 %
LZ	Activités immobilières	909	+ 1,7 %	6,9	- 2,6 %	218,3	+ 0,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 885	+ 7,3 %	21,4	+ 3,0 %	1 112,1	+ 5,0 %
MB	Recherche et développement	32	+ 10,3 %	1,6	+ 3,7 %	85,3	+ 4,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	555	+ 3,4 %	6,1	- 2,6 %	252,4	+ 7,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 421	+ 1,5 %	72,3	+ 10,5 %	1 574,4	+ 10,4 %
OZ	Administration publique	60	+ 0,0 %	7,3	- 0,4 %	284,0	+ 1,2 %
PZ	Enseignement	662	- 3,4 %	6,8	- 0,9 %	191,8	- 0,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 068	- 0,7 %	10,9	+ 1,2 %	337,5	+ 4,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	690	+ 4,5 %	19,3	+ 2,4 %	425,2	+ 4,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 195	- 2,2 %	6,0	- 1,9 %	148,5	+ 4,0 %
SZ	Autres activités de services	2 163	- 0,7 %	11,4	- 0,6 %	278,1	- 0,7 %
	Industrie	2 066	+ 0,4 %	38,4	+ 0,0 %	1 775,0	+ 1,6 %
	Construction	7 690	+ 5,9 %	50,4	+ 6,2 %	1 247,6	+ 6,0 %
	Tertiaire	31 295	+ 2,4 %	411,6	+ 2,0 %	14 705,0	+ 3,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	31 116	+ 2,4 %	402,3	+ 1,8 %	14 454,9	+ 3,1 %
	Intérim	179	+ 12,6 %	9,3	+ 8,9 %	250,0	+ 10,5 %

Source : Urssaf - Acooss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 72,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	6,4	7,3	+ 13,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	3,4	3,3	- 2,1 %
CC	Bois et papier	1,4	1,4	+ 0,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 8,3 %
CE	Industrie chimique	0,5	0,6	+ 12,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 17,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 0,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,7	0,7	- 8,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,1	0,1	+ 8,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 14,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,4	+ 35,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,7	0,6	- 17,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,1	1,3	+ 19,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,7	0,6	- 12,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,7	1,6	- 6,6 %
FZ	Construction	56,6	58,5	+ 3,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	55,4	53,2	- 4,0 %
HZ	Transports et entreposage	41,6	42,6	+ 2,5 %
IZ	Hébergement et restauration	97,9	114,0	+ 16,4 %
JA	Édition et audiovisuel	134,6	124,5	- 7,5 %
JB	Télécommunications	1,3	1,4	+ 2,8 %
JC	Activités informatiques	3,9	4,3	+ 11,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	5,4	5,5	+ 1,3 %
LZ	Activités immobilières	4,6	4,8	+ 3,9 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	9,3	10,8	+ 16,1 %
MB	Recherche et développement	0,4	0,4	+ 0,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	7,3	7,6	+ 3,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	565,7	577,4	+ 2,1 %
OZ	Administration publique	11,4	10,7	- 6,6 %
PZ	Enseignement	13,7	12,7	- 7,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	22,6	23,9	+ 5,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	42,1	48,2	+ 14,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	97,2	84,1	- 13,4 %
SZ	Autres activités de services	10,1	9,8	- 3,0 %
	Activités diverses et non classées	0,1	0,4	+334,5 %
	TOTAL	1 198,8	1 213,1	+ 1,2 %
	Industrie	17,5	18,4	+ 4,7 %
	Construction	56,6	58,5	+ 3,4 %
	Tertiaire	1 124,7	1 136,2	+ 1,0 %
	Dont Tertiaire hors intérim	693,2	708,5	+ 2,2 %
	Intérim	431,5	427,7	- 0,9 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acof

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 77,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,3	2,6	+ 8,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	2,4	2,5	+ 0,8 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	+ 5,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 6,5 %
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	+ 25,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	- 5,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	- 5,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,4	+ 5,5 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,0	0,1	+ 19,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 12,0 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,3	+ 40,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,6	0,4	- 20,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	0,7	+ 10,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,3	0,3	+ 4,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,0	0,9	- 9,2 %
FZ	Construction	35,5	39,1	+ 10,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	25,0	24,7	- 1,3 %
HZ	Transports et entreposage	18,3	19,0	+ 4,2 %
IZ	Hébergement et restauration	20,4	19,9	- 2,0 %
JA	Édition et audiovisuel	1,4	1,5	+ 8,5 %
JB	Télécommunications	0,7	0,9	+ 27,6 %
JC	Activités informatiques	2,5	2,9	+ 13,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,5	2,8	+ 13,6 %
LZ	Activités immobilières	1,2	1,3	+ 8,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,3	6,0	+ 12,5 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	+ 4,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,7	1,8	+ 3,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	19,7	20,1	+ 2,0 %
OZ	Administration publique	1,3	1,0	- 21,4 %
PZ	Enseignement	1,2	1,1	- 3,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,9	3,0	+ 5,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,6	4,1	- 9,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,7	2,0	+ 16,6 %
SZ	Autres activités de services	3,1	3,2	+ 1,3 %
	Activités diverses et non classées	0,1	0,0	- 50,0 %
	TOTAL	157,7	163,5	+ 3,7 %
	Industrie	8,6	8,9	+ 3,0 %
	Construction	35,5	39,1	+ 10,1 %
	Tertiaire	113,6	115,6	+ 1,7 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	599,4
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	14,6
Contrat d'apprentissage secteur privé	9,2
Déduction patronale heures supplémentaires	8,6
Aide à domicile	8,5
Contrat d'apprentissage loi de 1979	4,3
Zones franches urbaines - exonération dégressive	3,2
Jeunes entreprises innovantes	2,1
Exonérations sur compte épargne temps	2,0
Exo assurance chômage CDI moins de 26 ans	1,9
Autres	6,3
TOTAL DES EXONÉRATIONS	660,1

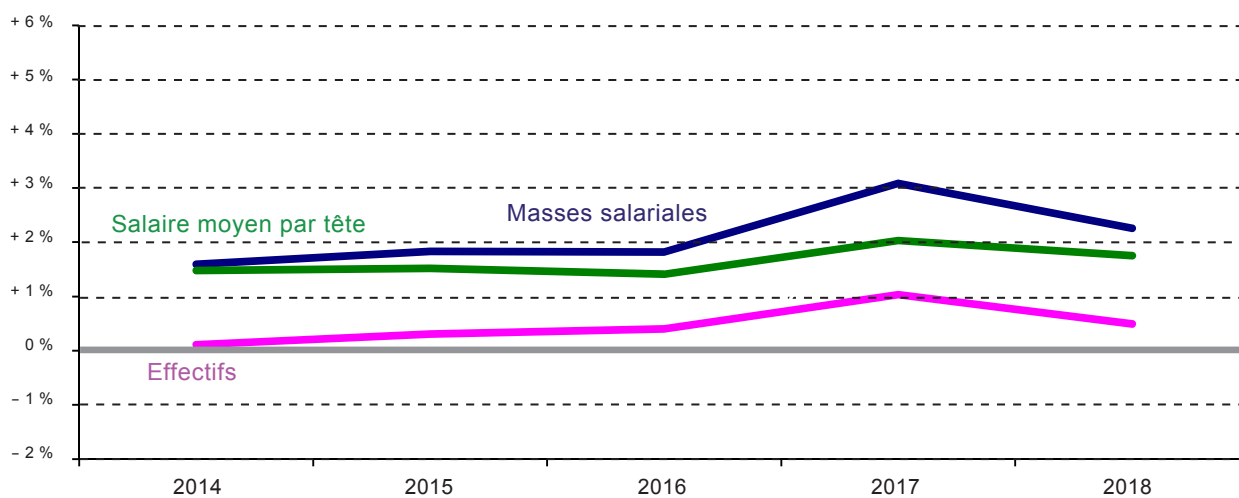
Source : Urssaf - AcoSS

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	13 800,3	+ 1,6 %	+ 1,8 %	+ 1,8 %	+ 3,1 %	+ 2,3 %	+ 11,0 %
Effectifs salariés (en milliers)	400,2	+ 0,1 %	+ 0,3 %	+ 0,4 %	+ 1,0 %	+ 0,5 %	+ 2,4 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 874	+ 1,5 %	+ 1,5 %	+ 1,4 %	+ 2,0 %	+ 1,8 %	+ 8,5 %
Établissements	34 705	+ 0,3 %	+ 0,8 %	+ 0,6 %	+ 0,5 %	+ 1,5 %	+ 3,8 %

Source : Urssaf - Acof

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acof

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	8	+ 0,0 %	0,2	- 0,4 %	7,9	+ 10,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	590	- 2,8 %	5,9	- 0,9 %	191,1	+ 2,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	53	+ 1,9 %	0,3	- 1,9 %	9,0	- 2,8 %
CC	Bois et papier	112	- 6,7 %	1,2	- 6,3 %	48,3	- 2,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	23	- 8,0 %	1,1	- 2,0 %	58,3	- 2,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	12	+ 0,0 %	2,6	+ 0,4 %	120,4	+ 2,7 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	82	+ 2,5 %	1,3	- 1,7 %	53,2	- 1,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	131	- 3,7 %	1,7	- 1,4 %	68,7	+ 2,3 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	49	- 5,8 %	2,8	+ 1,8 %	163,4	+ 7,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	32	- 8,6 %	0,7	+ 6,9 %	31,9	+ 10,7 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	54	+ 0,0 %	1,6	- 2,4 %	83,0	- 0,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	15	+ 25,0 %	1,8	+ 11,3 %	102,3	+ 10,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	333	- 4,0 %	5,4	- 0,6 %	262,1	+ 1,3 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	36	+ 2,9 %	1,2	+ 0,0 %	49,4	+ 3,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	106	+ 1,9 %	3,2	- 1,8 %	99,6	- 2,0 %
FZ	Construction	4 886	+ 4,9 %	40,6	+ 3,6 %	1 227,9	+ 4,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 032	+ 0,4 %	78,7	+ 0,8 %	2 913,9	+ 3,1 %
HZ	Transports et entreposage	1 794	+ 4,9 %	43,2	+ 0,5 %	1 611,7	+ 2,7 %
IZ	Hébergement et restauration	2 993	+ 1,5 %	20,2	+ 0,5 %	403,0	+ 1,0 %
JA	Édition et Audiovisuel	375	+ 1,6 %	3,2	- 0,4 %	153,4	+ 1,7 %
JB	Télécommunications	103	+ 21,2 %	2,9	+ 4,9 %	133,6	+ 3,2 %
JC	Activités informatiques	992	+ 15,5 %	9,0	+ 6,1 %	438,6	+ 6,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 319	- 1,2 %	25,2	- 0,3 %	1 325,0	+ 2,4 %
LZ	Activités immobilières	1 075	- 0,8 %	6,0	- 0,9 %	204,4	+ 2,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 457	+ 2,8 %	20,4	+ 0,2 %	1 075,4	- 0,6 %
MB	Recherche et développement	61	+ 7,0 %	1,9	+ 0,8 %	114,5	+ 1,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	588	+ 2,8 %	3,8	- 0,2 %	126,8	+ 1,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 805	- 1,3 %	57,0	- 1,9 %	1 303,5	+ 0,1 %
OZ	Administration publique	37	+ 0,0 %	3,2	- 4,4 %	107,8	- 3,6 %
PZ	Enseignement	576	+ 2,5 %	7,5	+ 2,5 %	175,9	+ 4,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 188	- 0,7 %	12,4	+ 1,5 %	386,5	+ 3,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	717	+ 6,2 %	18,8	+ 1,6 %	407,1	+ 2,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 175	- 1,3 %	5,8	- 2,8 %	129,4	- 1,1 %
SZ	Autres activités de services	2 075	- 0,7 %	9,4	- 1,7 %	213,3	- 2,0 %
	Industrie	1 636	- 2,6 %	31,0	- 0,2 %	1 348,7	+ 2,4 %
	Construction	4 886	+ 4,9 %	40,6	+ 3,6 %	1 227,9	+ 4,4 %
	Tertiaire	28 183	+ 1,2 %	328,6	+ 0,2 %	11 223,8	+ 2,0 %
	Dont Tertiaire hors intérim	28 004	+ 1,1 %	320,8	- 0,0 %	11 013,5	+ 1,9 %
	Intérim	179	+ 11,2 %	7,8	+ 10,9 %	210,2	+ 9,6 %

Source : Urssaf - Acooss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 35,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	4,4	4,3	- 2,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,2	- 2,1 %
CC	Bois et papier	0,4	0,3	- 28,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,3	- 15,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,4	0,6	+ 26,1 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 8,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	+ 3,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,5	0,4	- 8,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 28,6 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,3	+ 7,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,5	+ 36,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,4	1,4	- 4,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 1,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,9	1,4	+ 52,0 %
FZ	Construction	22,6	24,2	+ 7,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	45,6	47,1	+ 3,1 %
HZ	Transports et entreposage	21,1	23,0	+ 9,3 %
IZ	Hébergement et restauration	59,8	60,2	+ 0,6 %
JA	Édition et audiovisuel	23,0	20,0	- 13,2 %
JB	Télécommunications	0,5	0,6	+ 11,3 %
JC	Activités informatiques	3,1	3,6	+ 17,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	5,5	5,3	- 4,6 %
LZ	Activités immobilières	2,3	2,2	- 5,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	24,8	18,3	- 26,5 %
MB	Recherche et développement	0,9	0,7	- 21,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4,7	4,8	+ 1,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	427,7	444,3	+ 3,9 %
OZ	Administration publique	11,1	9,9	- 10,3 %
PZ	Enseignement	12,0	12,1	+ 1,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	20,6	19,6	- 5,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	77,7	75,6	- 2,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	56,1	54,2	- 3,3 %
SZ	Autres activités de services	8,4	8,7	+ 4,0 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,1	+200,0 %
	TOTAL	837,9	845,3	+ 0,9 %
	Industrie	10,4	10,8	+ 4,2 %
	Construction	22,6	24,2	+ 7,0 %
	Tertiaire	804,9	810,2	+ 0,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	534,6	547,6	+ 2,4 %
	Intérim	270,4	262,6	- 2,9 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acooss

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 47,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,3	2,4	+ 3,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 0,0 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 10,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	+ 17,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,3	+ 41,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,2	+ 46,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	+ 11,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,3	+ 2,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 25,0 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	+ 26,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,4	+ 41,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	0,7	+ 2,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 6,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,4	0,8	+116,1 %
FZ	Construction	13,8	15,5	+ 12,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	17,9	19,3	+ 8,2 %
HZ	Transports et entreposage	10,1	11,0	+ 8,9 %
IZ	Hébergement et restauration	13,0	13,2	+ 1,3 %
JA	Édition et audiovisuel	0,6	0,6	+ 0,8 %
JB	Télécommunications	0,3	0,3	+ 28,9 %
JC	Activités informatiques	2,2	2,8	+ 27,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,1	2,2	+ 7,2 %
LZ	Activités immobilières	1,1	1,2	+ 18,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,3	5,6	+ 4,9 %
MB	Recherche et développement	0,1	0,2	+ 28,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	1,0	+ 14,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	13,1	14,3	+ 9,4 %
OZ	Administration publique	0,9	0,8	+ 11,9 %
PZ	Enseignement	1,7	1,3	+ 22,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,4	2,6	+ 7,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,1	4,1	+ 0,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,3	2,1	+ 59,2 %
SZ	Autres activités de services	3,0	3,0	+ 0,7 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 57,1 %
	TOTAL	98,9	107,2	+ 8,4 %
	Industrie	5,2	6,0	+ 16,9 %
	Construction	13,8	15,5	+ 12,8 %
	Tertiaire	80,0	85,7	+ 7,1 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	453,2
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	11,8
Contrat d'apprentissage secteur privé	9,4
Aide à domicile	9,3
Déduction patronale heures supplémentaires	6,0
Contrat d'apprentissage loi de 1979	5,0
Maîtres et documentalistes enseignement privé	4,9
Jeunes entreprises innovantes	3,6
Exo assurance chômage CDI moins de 26 ans	1,8
Contrat d'apprentissage secteur public	1,2
Autres	4,6
TOTAL DES EXONÉRATIONS	510,9

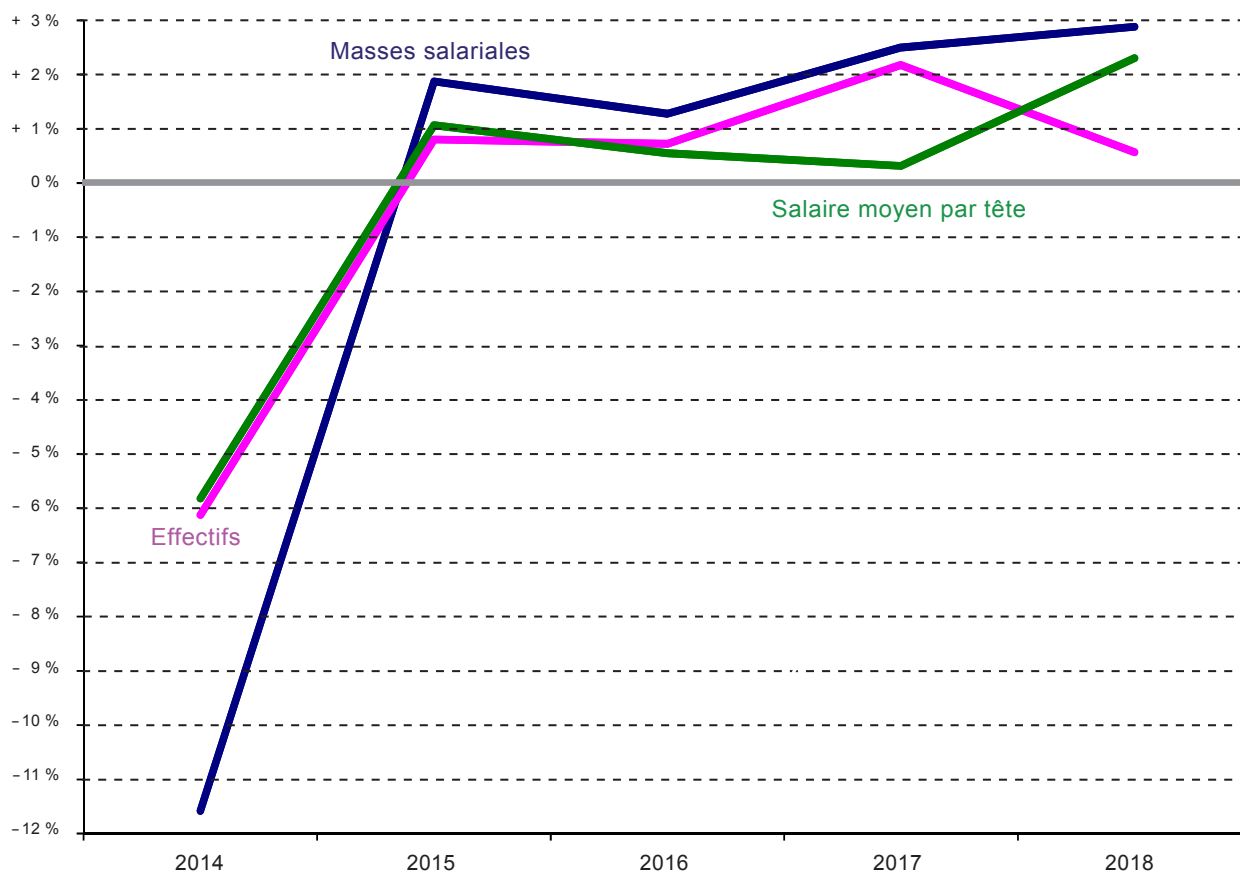
Source : Urssaf - AcoSS

Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2018	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2018/2014
		2014	2015	2016	2017	2018	
Masse salariale (en millions d'€)	9 113,3	- 11,6 %	+ 1,9 %	+ 1,3 %	+ 2,5 %	+ 2,9 %	- 3,8 %
Effectifs salariés (en milliers)	293,3	- 6,1 %	+ 0,8 %	+ 0,7 %	+ 2,2 %	+ 0,6 %	- 2,1 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 589	- 5,8 %	+ 1,1 %	+ 0,6 %	+ 0,3 %	+ 2,3 %	- 1,8 %
Établissements	27 267	+ 1,0 %	+ 1,7 %	+ 0,9 %	+ 1,4 %	+ 2,5 %	+ 7,7 %

Source : Urssaf - Acoff

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoff

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	9	+ 0,0 %	0,1	+ 3,9 %	4,5	+ 10,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	460	+ 3,8 %	3,1	+ 5,0 %	69,1	+ 4,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	33	- 10,8 %	0,6	- 2,8 %	23,0	+ 0,5 %
CC	Bois et papier	121	- 6,9 %	1,3	- 5,4 %	45,8	- 2,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	- 12,6 %	27,5	- 12,1 %
CE	Industrie chimique	56	+ 0,0 %	3,1	- 1,8 %	132,2	+ 2,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	7	+ 0,0 %	0,5	+ 4,6 %	19,8	+ 8,6 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	87	- 3,3 %	2,5	- 2,6 %	132,2	+ 0,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	277	- 0,7 %	4,0	- 0,5 %	152,3	+ 0,6 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	51	- 8,9 %	2,8	+ 4,3 %	148,6	+ 8,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	48	- 4,0 %	1,4	- 0,2 %	69,4	+ 1,8 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	78	- 1,3 %	1,7	- 6,7 %	75,0	- 5,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	36	- 5,3 %	3,6	- 3,4 %	185,3	+ 1,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	344	+ 0,0 %	5,4	- 2,3 %	237,8	+ 2,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	19	- 13,6 %	0,9	- 5,6 %	34,3	- 4,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	99	- 2,0 %	2,5	+ 2,6 %	75,7	+ 4,5 %
FZ	Construction	4 634	+ 6,1 %	30,2	+ 4,7 %	829,6	+ 5,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	5 952	+ 2,1 %	55,8	+ 1,2 %	1 876,1	+ 5,5 %
HZ	Transports et entreposage	1 772	+ 1,3 %	36,4	+ 0,2 %	1 226,9	+ 2,3 %
IZ	Hébergement et restauration	2 206	+ 3,7 %	18,4	+ 5,1 %	406,4	+ 6,2 %
JA	Édition et Audiovisuel	132	- 9,0 %	0,7	- 1,3 %	29,0	+ 4,4 %
JB	Télécommunications	123	+ 8,8 %	1,4	- 2,4 %	39,3	- 0,8 %
JC	Activités informatiques	618	+ 18,2 %	7,0	- 1,9 %	392,6	- 1,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	992	- 0,8 %	6,7	- 0,8 %	310,8	+ 2,3 %
LZ	Activités immobilières	680	+ 0,1 %	3,2	+ 0,2 %	102,9	+ 2,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 727	+ 3,6 %	9,8	+ 2,1 %	409,9	+ 1,1 %
MB	Recherche et développement	18	+ 5,9 %	0,2	- 3,7 %	12,8	+ 1,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	385	+ 3,2 %	2,8	- 1,0 %	96,7	+ 3,1 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 057	+ 0,7 %	43,1	- 2,0 %	898,1	+ 0,9 %
OZ	Administration publique	28	+ 3,7 %	2,4	- 5,7 %	72,4	- 3,5 %
PZ	Enseignement	548	+ 0,6 %	5,8	+ 0,4 %	162,4	+ 2,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	837	+ 1,0 %	7,9	+ 1,1 %	227,8	+ 2,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	567	+ 2,0 %	16,3	+ 0,8 %	353,3	+ 2,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	861	- 0,3 %	3,9	+ 1,7 %	84,2	+ 3,6 %
SZ	Autres activités de services	1 612	+ 0,4 %	7,4	- 2,1 %	149,6	+ 0,5 %
	Industrie	1 726	- 0,9 %	33,9	- 1,0 %	1 432,5	+ 1,6 %
	Construction	4 634	+ 6,1 %	30,2	+ 4,7 %	829,6	+ 5,5 %
	Tertiaire	20 907	+ 2,0 %	229,2	+ 0,3 %	6 851,2	+ 2,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	20 699	+ 2,0 %	218,1	+ 0,2 %	6 568,1	+ 2,8 %
	Intérim	208	+ 2,5 %	11,1	+ 2,9 %	283,1	+ 5,0 %

Source : Urssaf - Acooss



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 12,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,3	2,8	+ 20,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	- 29,8 %
CC	Bois et papier	0,4	0,4	- 10,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,5	0,5	- 8,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	- 9,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	- 3,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,9	1,0	+ 5,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,5	0,6	+ 9,6 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,3	- 11,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,4	+ 9,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,6	+ 19,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,8	1,6	- 12,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 19,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,9	0,7	- 19,3 %
FZ	Construction	24,4	25,6	+ 5,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	35,1	37,7	+ 7,4 %
HZ	Transports et entreposage	20,3	21,6	+ 6,7 %
IZ	Hébergement et restauration	68,0	74,5	+ 9,6 %
JA	Édition et audiovisuel	2,4	1,7	- 28,1 %
JB	Télécommunications	0,6	0,5	- 4,1 %
JC	Activités informatiques	1,6	1,9	+ 15,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,7	1,6	- 4,7 %
LZ	Activités immobilières	1,8	1,8	- 0,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,2	4,9	- 5,9 %
MB	Recherche et développement	0,0	0,0	- 19,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,7	1,8	+ 6,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	548,9	566,8	+ 3,3 %
OZ	Administration publique	14,4	14,7	+ 2,1 %
PZ	Enseignement	8,2	7,6	- 7,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	30,1	31,7	+ 5,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	50,5	49,3	- 2,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	43,0	45,0	+ 4,8 %
SZ	Autres activités de services	7,4	7,5	+ 1,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 15,2 %
	TOTAL	874,2	905,5	+ 3,6 %
	Industrie	9,1	9,3	+ 1,4 %
	Construction	24,4	25,6	+ 5,1 %
	Tertiaire	840,7	870,7	+ 3,6 %
	Dont Tertiaire hors intérim	334,3	348,7	+ 4,3 %
	Intérim	506,4	521,9	+ 3,1 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acofos

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2017	2018	Évolution 2018/2017
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 114,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,3	1,5	+ 22,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	- 39,6 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 9,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,3	- 14,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	- 10,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	+ 4,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,4	+ 6,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,4	0,4	+ 6,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 11,0 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	+ 28,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,4	+ 16,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	0,7	- 10,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 16,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,5	0,4	- 25,9 %
FZ	Construction	15,0	16,7	+ 10,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	13,2	14,8	+ 12,3 %
HZ	Transports et entreposage	9,2	8,5	- 7,4 %
IZ	Hébergement et restauration	11,2	11,9	+ 6,6 %
JA	Édition et audiovisuel	0,2	0,2	+ 0,0 %
JB	Télécommunications	0,3	0,3	- 1,5 %
JC	Activités informatiques	0,9	1,3	+ 40,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	0,7	0,8	+ 5,3 %
LZ	Activités immobilières	0,9	0,8	- 13,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2,9	2,6	- 9,3 %
MB	Recherche et développement	0,0	0,0	+ 0,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	0,8	+ 1,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	10,7	11,3	+ 6,0 %
OZ	Administration publique	0,8	0,8	- 1,9 %
PZ	Enseignement	0,8	0,9	+ 9,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,9	2,4	+ 28,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,1	3,2	+ 3,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	0,7	1,1	+ 50,1 %
SZ	Autres activités de services	2,1	2,2	+ 3,9 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 22,2 %
	TOTAL	80,5	85,7	+ 6,6 %
	Industrie	4,9	5,1	+ 3,1 %
	Construction	15,0	16,7	+ 10,7 %
	Tertiaire	60,5	64,0	+ 5,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Réduction générale	389,2
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	8,2
Contrat d'apprentissage secteur privé	7,1
Aide à domicile	6,9
Déduction patronale heures supplémentaires	5,8
Contrat d'apprentissage loi de 1979	5,2
Exo assurance chômage CDI moins de 26 ans	1,2
Zones franches urbaines - exonération dégressive	0,9
Exonération 100 % associations intermédiaires	0,8
Jeunes entreprises innovantes	0,7
Autres	2,7
TOTAL DES EXONÉRATIONS	428,7

Nos publications statistiques

L'Urssaf Ile-de-France publie tout au long de l'année des données statistiques détaillées et mises à jour. Ces parutions sont consultables sur notre blog : www.blog.paris.urssaf.fr/

N° 117
Juillet
2019

Le baromètre Urssaf
Suivi de la conjoncture économique du secteur privé

► Ile-de-France

Évolution contrastée des indicateurs du recouvrement

Les indicateurs du recouvrement affichent une évolution plus contrastée ce mois. Le niveau des impayés est globalement en augmentation, alors que les demandes de délais sont toujours orientées à la baisse.

À fin juin, le taux d'impayés, hors taxations pour non déclaration, de l'ensemble des entreprises du secteur privé, est en augmentation de 0,21 point sur un an. La détérioration provient des entreprises de plus de 250 salariés, c'est-à-dire les grandes et les très grandes entreprises ; alors que l'amélioration est toujours d'actualité dans les entreprises de moins de 250 salariés.

À fin mai, les demandes de délais pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés) continuent d'afficher une forte baisse sur un an glissant (-19,8 %). Cette diminution est comparable à celle du mois précédent. Sur trois mois, la tendance semble se poursuivre, puisque les demandes de délais continuent de reculer fortement.

Sur l'ensemble des entreprises de plus de 9 salariés, les demandes de délais sont en baisse sur un an (-12,6 %). Cette tendance favorable s'explique par le repli important observé dans les entreprises de 10 à 19 salariés qui constituent la moitié des demandes de délais des entreprises de plus de 9 salariés.

Indicateurs internes à la gestion de l'organisme

Évolution annuelle à fin juin 2019

Entreprises du secteur privé

Taux des restes à recouvrer hors taxations pour non déclaration (sur 12 mois glissants) + 0,21 pt

Évolution annuelle à fin mai 2019

Entreprises - 10 salariés

Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) - 19,8 %

Entreprises + 9 salariés

Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) - 12,6 %

Taux des restes à recouvrer : montant des cotisations non soldées par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises. Source : Urssaf - Accos

Évolution des taux des restes à recouvrer en point (glissement annuel)

Note : en 2017, une nouvelle loi sur le calcul des taxations pour non déclaration a eu pour conséquence l'augmentation de ce type de cotisation. Source : Urssaf - Accos

Évolution des demandes de délais (glissement sur 12 mois)

Source : Urssaf - Accos

Chiffre clé

5,421 milliards d'euros

Montant total des exonérations au titre de l'année 2018 en Ile-de-France

L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, l'Urssaf collecte des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus de travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est composée de sept centres économiques implantés dans la région. En 2018, elle a collecté 119 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.

Le baromètre Urssaf présente l'évolution de la conjoncture en Ile-de-France, à travers les principaux indicateurs clés du recouvrement : taux d'impayés, demandes de délais de paiement, déclarations préalables à l'embauche, etc. Le baromètre Urssaf est publié chaque mois sous forme de lettre électronique.

Pour vous abonner, écrivez à : serge.mercier@urssaf.fr
patricia.fleury.pierson@urssaf.fr

StatUR

► Ile-de-France

Conjoncture n°30
1^{er} trimestre 2019

La croissance de l'emploi demeure dynamique en Ile-de-France au premier trimestre

Au 1^{er} trimestre (1), l'emploi salarié privé en Ile-de-France affiche une hausse trimestrielle de 0,5 %, grâce à tous les grands secteurs. Sur un an, la progression de l'emploi atteint 1,9 % ; elle est en grande partie à mettre au crédit de la construction, de l'informatique et des activités de conseil. Dans le même temps, la masse salariale reste dynamique.

(1) : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents.

CHIFFRES CLÉS

+ 0,5 % de hausse trimestrielle de l'emploi en Ile-de-France.

87 500 emplois créés sur un an dans la région.

La croissance de l'emploi francilien demeure importante ce trimestre

Près de 24 300 emplois ont été créés durant ces trois mois (+ 0,6 % par rapport au trimestre précédent). Le rythme de croissance demeure à un niveau important ce trimestre (après + 0,6 % au 4^e trimestre). Le tertiaire hors interim (+ 0,5 %), l'industrie (+ 0,2 %) et surtout la construction (+ 1,9 %) affichent des gains d'emplois alors qu'à contrario, l'interim (- 0,7 %) semble réagir à un environnement économique moins clémente en déduisant de l'emploi ce trimestre. L'emploi francilien progresse de concert avec l'emploi national au cours de ce trimestre (+ 0,5 %). Signalement des créations d'emplois du 4^e trimestre ont été révisées à la hausse, soit + 27 300 emplois contre + 21 700 en données provisoires.

Carte : emploi salarié et salaire moyen par tête par département en glissement annuel (GA)

Légende : département GA emploi / GA SMPT

Source : Urssaf - Accos

Tableau 1 : masse salariale et emploi salarié du secteur privé

En (milliers d'€)	Glissement annuel				
	1-T 2019	1-T 2018	1-T 2017	1-T 2016	
Masse salariale (en milliers d'euros)	48 242	+ 2,6 %	+ 3,4 %	+ 3,5 %	+ 2,8 %
Emploi (en milliers)	4 784	+ 1,9 %	+ 1,8 %	+ 2,1 %	+ 0,9 %
Salaires moyen par tête mensuel (en euros)	3 360	+ 0,6 %	+ 1,5 %	+ 1,7 %	+ 1,9 %
Masse salariale (en millions d'euros)	146 783	+ 2,6 %	+ 3,5 %	+ 3,1 %	+ 2,5 %
Emploi (en milliers)	18 619	+ 1,3 %	+ 1,8 %	+ 1,6 %	+ 0,9 %
Salaires moyen par tête mensuel (en euros)	2 633	+ 1,4 %	+ 1,8 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %

Source : Urssaf - Accos

L'emploi privé en hausse significative sur un an

Le niveau d'emploi francilien affiche une croissance annuelle de 87 500 salariés (+ 1,9 % sur un an). Cette augmentation s'explique par des hausses trimestrielles de l'emploi comprises entre + 0,3 % et + 0,6 % sur les quatre derniers trimestres.

AVERTISSEMENT : le champ et les sources de l'intérim (Dares) ont évolué. Plus d'informations dans l'Accos. Sites 2017 disponibles sur www.urssaf.fr. De plus, la mise en oeuvre de la déclaration sociale nominative (DSN) progressive, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourraient conduire à des évolutions plus importantes durant la phase de montée en charge.

Conjoncture N°30 / Juin 2019

StatUR Ile-de-France conjoncture revient chaque trimestre sur les évolutions de la masse salariale, de l'emploi et du salaire moyen, détaillées par secteur d'activité et par département.

URSSAF **Emploi dans le secteur de la construction en Ile-de-France** **Octobre 2018**

Ile-de-France

Après une année positive pour la construction, les derniers indicateurs indiquent une progression toujours dynamique des mises en chantier et des permis de construire au niveau régional. Comment l'emploi privé francilien dans la construction réagit-il à cette amélioration de la conjoncture ? Zoom sur un secteur stratégique de l'économie régionale.

Un secteur qui croît plus vite que la moyenne en Ile-de-France

Le secteur de la construction représente 8,3 % (+0,1 point en un an + 0,2 point en deux ans) des effectifs franciliens du secteur privé, soit un peu plus de 297 000 salariés. Les effectifs salariés augmentent ainsi plus vite que la moyenne de la région. Les travaux de construction spécialisés représentent la majeure partie des effectifs (89,4 %), notamment du fait de la part importante des travaux d'installation électrique et de plomberie (26,6 % du total). La construction de bâtiments (17,8 %) et le génie civil (12,8 %) constituent les deux autres branches de ce secteur. Au 1^{er} semestre 2017, le secteur de la construction représentait 10,5 % des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) en CDI en Ile-de-France. Ces données, ce ratio est en légère diminution sur un an mais il reste largement supérieur à la part des effectifs salariés.

Une progression très dynamique de l'emploi

À l'exception d'un trimestre, l'emploi francilien dans le secteur de la construction progresse trimestre après trimestre. Le rythme de création d'emplois est même en accélération sur le dernier trimestre observé. Cette tendance se traduit par une hausse des effectifs de 3,3 % sur un an, établissant ainsi le nouveau niveau d'emploi record dans le secteur.

Le secteur gagne donc 9 600 salariés en Ile-de-France sur un an, alors que dans le même temps, 23 400 postes ont été créés en province. La croissance soutenue du secteur illinois parisienne s'inscrit ainsi dans une dynamique nationale. Rappelons que l'Ile-de-France représente 21,0 % des embauches nationales du secteur.

Dans la région, les trois branches du secteur ont gagné de l'emploi sur un

an. Ainsi, le génie civil et la construction de bâtiments affichent, tous deux, une progression de 4,2 % sur un an, tandis que les travaux de construction spécialisés (+3,0 %) attestent également d'une dynamique de l'emploi. Parallèlement, la masse salariale augmente positivement (+5,2 % sur un an cumulé), sous le coup notamment de la construction de bâtiments.

L'évolution de la structure de l'emploi tire le salaire moyen par tête (SMPT) vers le haut

Pour la seconde année, le SMPT évolue de façon significative (+3,2 % sur un an, soit 2 658 € brut. Cette hausse s'explique avant tout par un effet de structure : il y a eu plus de postes créés dans les secteurs les mieux rémunérés. À cela s'ajoute la forte progression du SMPT dans la construction de bâtiments. Ces évolutions modifient leur écart entre les branches. Ainsi, le SMPT du génie civil demeure le plus élevé à 3 338 € même si l'écart avec la construction de bâtiments (3 087 €) se réduit. La différence demeure ainsi élevée avec le SMPT dans les travaux de construction spécialisés qui s'établit à 2 423 €.

Rappelons que les différences de SMPT entre les trois branches s'expliquent avant tout par des niveaux de qualification moyens et des tailles moyennes d'entreprises différentes.

Fluctuation des effectifs salariés sur cinq ans

Masses salariales, effectifs, établissements et salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur de la construction à fin juin 2018

	À fin 2017	Évolution 2018/2017	Évolution 2018/2016
Construction de bâtiments			
Masses salariales	887	+7,7%	+13,5%
Effectifs	53 242	+4,2%	+7,7%
Établissements	7 113	+2,5%	+2,7%
Génie civil			
Masses salariales	35 376	+4,2%	+12,1%
Effectifs	18 111	+2,9%	+7,3%
Établissements	1 831	+2,2%	+2,3%
Travaux de construction spécialisés			
Masses salariales	200 245	+3,3%	+4,2%
Effectifs	29 315	+3,3%	+5,1%
Établissements	2 222	+3,3%	+3,3%
TOTAL			
Masses salariales	1 247 228	+5,2%	+8,8%
Effectifs	297 315	+3,3%	+5,3%
Établissements	28 888	+3,2%	+3,2%
SMPT	2 658	+3,2%	+3,2%

(1) en millions d'euros
(2) comparaison sur le nombre d'années d'emploi pour la masse salariale
(3) nombre d'établissements du mois / Intérim

Sources : Urssaf - Acofos

AVERTISSEMENT L'introduction depuis mars 2015 de la Déclaration annuelle nominative (DAN), qui se substitue notamment au baromètre d'emploi de la construction, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en oeuvre progressive du nouveau dispositif ainsi que le retour de la chaîne de traitement statistique associée, pourraient conduire à des évolutions plus importantes durant la phase de montée en charge.

Les fiches sectorielles

Ces fiches traitent des secteurs d'activité sensibles ou liés à l'activité économique de la région.

URSSAF **Déclarations d'embauche en Ile-de-France Bilan 2018** **Mai 2019**

Ile-de-France

L'année 2018 marque une nouvelle hausse des déclarations d'embauche en Ile-de-France, avec une progression de 2,1 % par rapport à 2017. Pour autant, cette augmentation ne s'observe pas pour tous les types de contrats. Les contrats à durée indéterminée et l'intérim affichent des taux de croissance importants, à l'inverse les contrats à durée déterminée de plus d'un mois se replient et ceux de moins d'un mois font état d'une hausse très légère.

Une nouvelle année record pour les embauches

Entre 1^{er} et 13 millions de déclarations d'embauches parviennent chaque année à l'Urssaf Ile-de-France sous la forme de DPAE (Déclarations préalables à l'embauche), qui regroupent six formules liées à l'embauche. Les DPAE concernent tous les types de contrats (CDI, CDD, intérim), quelle que soit leur durée. Sur les dix dernières années, ce sont les contrats les plus précaires, CDD courts et intérim, qui ont connu la plus forte progression. Pour la neuvième année d'embauche, le nombre de DPAE est en augmentation en Ile-de-France, après la chute enregistrée pendant l'année 2009. L'année 2018 efface le record du nombre de DPAE de 2017. Cette année, le niveau total dépasse les 12,4 millions.

Avec une augmentation de 2,1 % par rapport à l'année dernière, la progression du nombre des DPAE est moins élevée que celle observée entre 2017 et 2016 (+5,1 %), ou entre 2016 et 2015 (+5,3 %). L'évolution de cette année correspond à :

Évolution des déclarations d'embauche en Ile-de-France par type de contrats

	N° de DPAE en 2018	Évolution 2018/2017	Évolution 2018/2016	Structure
Total des déclarations d'embauche	12 472 806	+ 2,1 %	+ 17,0 %	100,0 %
CDI	1 342 403	+ 6,4 %	+ 30,0 %	10,8 %
CDI de plus d'un mois	897 115	- 3,0 %	+ 4,0 %	7,2 %
CDI de moins d'un mois	5 622 303	+ 0,6 %	+ 7,9 %	45,1 %
Intérim	4 610 985	+ 3,8 %	+ 29,8 %	37,0 %

Sources : Urssaf - Acofos

pond à une hausse de 256 000 déclarations d'embauche. La proportion de déclarations d'embauche de plus d'un mois (CDI et CDD longs) représente un peu plus d'1/9^e de l'ensemble. Ainsi, les contrats précaires représentent toujours, de par leur nature, la très grande majorité des contrats conclus en 2018.

Les CDD longs se replient (-3,0 %) sur un an, alors qu'en 2017 par rapport à 2016, ils stagnaient. Le niveau actuel est néanmoins supérieur à celui observé en 2014 ou en 2015. Parallèlement, le nombre d'embauches en CDI s'élevait à 1,342 million en 2018, soit une augmentation importante de 6,4 % en un an (après une hausse de 10,6 % l'année précédente), ce qui correspond à une hausse de 90 400 DPAE sur l'année.

Les contrats précaires ont des dynamiques différentes pour la seconde année consécutive. L'intérim signe une cinquième année de progression importante (+3,8 % après +9,9 % en 2017, +8,6 % en 2016 et +4,8 % en 2015), tandis que les CDD courts progressent toujours mais à un rythme bien moindre par rapport aux années précédentes (+0,6 % après +1,4 % en 2017, +2,5 % en 2016). L'augmentation du nombre de DPAE n'est pas forcément gage de créations nettes d'emplois. Des facteurs structurels, comme le nombre de personnes quittant le marché du travail ou le taux de rotation des personnes, peuvent entraîner une hausse des embauches, sans pour autant accroître le niveau d'emploi.

Cependant, la hausse du nombre de DPAE est allée de pair avec celle des effectifs franciliens pour l'année 2018. En effet, le secteur

Évolution des déclarations d'embauche en Ile-de-France en nombre

Sources : Urssaf - Acofos

Les fiches thématiques

Ces fiches font des bilans transversaux d'une thématique, telles que les déclarations d'embauche 2018 ou les associations.

URSSAF **Le baromètre sectoriel** **Mars 2019**

Ile-de-France **L'assurance en Ile-de-France**

Les activités d'assurance demeurent au cœur de l'actualité économique, notamment du fait des questionnements sur l'évolution du fonctionnement de l'assurance-vie et sur la rentabilité soumise à la pression des faibles rendements obligataires. Comment évolue l'emploi dans ce secteur clé de l'économie francilienne ?

■ Une diminution du nombre d'emplois dans le secteur

L'assurance représente 1,2 % de l'emploi privé en Ile-de-France, soit un peu moins de 59 500 salariés à fin décembre 2018. Le secteur est concentré sur les Hauts-de-Seine et Paris qui regroupent 81,9 % de l'emploi. L'emploi dans l'assurance a diminué sur la période 2009-2011 avant de se stabiliser pendant la période 2011-2014. Mais depuis, l'emploi ne cesse de diminuer. Sur un an, les effectifs sont en baisse de 1,0 %. L'assurance-vie voit diminuer ses effectifs de 2,0 % alors que les autres assurances accusent une baisse de 0,7 %. L'assurance-vie voit diminuer le salaire moyen par tête (SMPT) : il progresse-toutefois de 2,8 %, à fin décembre, sous l'effet principalement d'une hausse de 2,9 % dans les autres assurances. Le SMPT des autres assurances devient légèrement supérieur à celui de l'assurance-vie alors que l'ordre était inversé, durant de nombreuses années. Cette évolution globale à la hausse du SMPT indique une évolution de la structure de l'emploi orientée vers des niveaux de rémunération plus élevés.

■ Recul du nombre de CDD et hausse des CDI

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) hors intérim est en baisse sur un an. Cette diminution s'explique par le fort recul du nombre de CDD de moins d'un mois (-34,2 %) alors que les CDD de plus d'un mois se replient de 6,5 %. Ce type de contrat était le plus utilisé en 2017 (42,6 %) alors que son poids est ramené à 41,9 % en 2018, soit un poids légèrement inférieur à celui des CDI (43,3 %).

Le nombre de DPAE en CDI est effectivement en progression de 13,0 % en 2018. La mobilité professionnelle s'accroît donc un peu dans ce secteur dans lequel les salariés ne changent pas beaucoup d'entreprises. En effet, le taux de renouvellement des CDI correspond à 10,3 % de l'effectif total.

Le secteur demeure atypique dans sa structure de recrutement avec un nombre de CDD de plus d'un mois important et un nombre de CDD de moins d'un mois très bas. Les femmes sont majoritairement présentes dans les embauches (60,0 % du total 2018). Cependant, sur part fléchit de façon importante selon le type de contrats : 55,9 % des CDD de plus d'un mois contre 56,8 % des CDI.

Fluctuation des effectifs salariés

Masses salariales, effectifs, établissements, SMPT dans l'assurance

	À fin 2017	Évolution 2018/2017	Évolution 2018/2016
Masses salariales	1 338	+ 1,5 %	+ 8,0 %
Effectifs	59 329	- 1,0 %	- 5,0 %
Établissements	965	- 3,6 %	- 5,0 %
SMPT	4 703	+ 2,8 %	+ 13,4 %

(1) en millions d'euros
(2) comparaison sur le nombre d'années travaillées pour la masse salariale
(3) nombre d'établissements du mois / Intérim

Sources : Urssaf - Acofos

Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) sur l'année 2018

	CDI	CDD long	CDD court
Assurance	6,1	5,8	2,0
Poids assurance	43,8 %	41,9 %	14,2 %
Poids du secteur privé	17,3 %	10,4 %	72,9 %

(1) en milliers

Sources : Urssaf - Acofos

■ À propos des données...
Les données présentées dans cette fiche sont issues de la Déclaration annuelle nominative (DAN), qui se substitue notamment au baromètre d'emploi de la construction, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en oeuvre progressive du nouveau dispositif ainsi que le retour de la chaîne de traitement statistique associée, pourraient conduire à des évolutions plus importantes durant la phase de montée en charge.

AVERTISSEMENT L'introduction depuis mars 2015 de la Déclaration annuelle nominative (DAN), qui se substitue notamment au baromètre d'emploi de la construction, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en oeuvre progressive du nouveau dispositif, ainsi que le retour de la chaîne de traitement statistique associée, pourraient conduire à des évolutions plus importantes durant la phase de montée en charge.

Contact : barometre@urssaf.fr

Le baromètre sectoriel

Ce baromètre traite d'un domaine en fonction de l'actualité : le commerce de voiture, supermarchés et hypermarchés ou l'assurance.



CONTACTS

L'observatoire statistique
de l'Ile-de-France est à votre
disposition sur simple demande
auprès du département
Communication

PAR COURRIER

Urssaf Ile-de-France
93518 Montreuil Cedex

PAR COURRIEL

contact.presse.idf@urssaf.fr
stats.idf@urssaf.fr